

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27266]

**11 DECEMBRE 2013. — Décret contenant le budget des recettes
de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2014, les recettes courantes de la Wallonie sont estimées à 6.577.182.000 euros, conformément au Titre I du tableau annexé au présent décret.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 2014, les recettes en capital de la Wallonie sont estimées à 776.711.000 euros, conformément au Titre II du tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Les impôts et les taxes perçus au profit de la Wallonie existants au 31 décembre 2013 seront recouvrés pendant l'année 2014 d'après les lois, décrets, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à couvrir, par des emprunts, lesquels peuvent être émis tant en Belgique qu'à l'étranger, en euro qu'en monnaies étrangères :

1° le financement des dépenses budgétaires non couvertes par les recettes budgétaires;

2° le remboursement des emprunts et des obligations non encore amorties des emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères dont l'échéance finale se situe en 2014;

3° le remboursement par anticipation de tout ou partie d'emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels d'émission ou des conventions d'emprunt;

4° les opérations de gestion journalières du Trésor ou les opérations de gestion financière réalisées dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris les placements nécessaires à leur bonne fin.

§ 2. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à convertir, avec l'accord des porteurs et aux conditions du marché, tout ou partie d'emprunts existants en emprunts du type « Billets de trésorerie à long terme » et d'en adapter l'échéance.

Art. 5. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé :

1° à créer des billets de trésorerie ou d'autres instruments de financement portant intérêt, à concurrence du montant des emprunts à contracter et ce, aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, en euro et en monnaies étrangères;

2° à conclure toute opération de gestion journalière du Trésor ou toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris la conclusion de conventions de placement nécessaires à leur bonne fin, dans le respect du principe de prudence;

3° en ce qui concerne les emprunts privés émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et termes de remboursement;

4° en ce qui concerne les emprunts émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à conclure des opérations financières de gestion visées à l'article 7, 2°.

Art. 6. Les dépenses provisoires relatives à la constitution d'actifs (emprunts publics et billets de trésorerie à long terme) et les coûts annexes ainsi que les recettes afférentes à la réalisation de ces actifs constitués, les dépenses annexes et les revenus en découlant peuvent être enregistrés sur des comptes financiers spéciaux ouverts à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1°, et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'Etat, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Les actifs constitués peuvent aussi être inscrits en comptes titres spéciaux ouverts au nom du Trésor wallon à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1°, et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'Etat, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Art. 7. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à porter en déduction des charges d'emprunts de la Wallonie :

1° les revenus de placements de produits d'emprunts en euro effectués dans le cadre des opérations de gestion du Trésor visées à l'article 5, 1° et 2°;

2° les revenus ou capitaux attribués à la Wallonie suite à des opérations de gestion du Trésor en matière de "swap" d'intérêts, d'arbitrages, de couvertures de risque telles que les options ou autres opérations réalisées au moyen d'emprunts de la Wallonie et aux fins d'en alléger les charges financières.

Art. 8. Les soldes de trésorerie de l'ex-OWDR peuvent être affectés à l'article 76.02 de la division 15 (Fonds en matière de politique foncière).

Art. 9. § 1^{er}. Une redevance est prélevée en vue du financement des frais encourus par la CWaPE dans la mise en œuvre du mécanisme de certificats verts visé à l'article 37 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

§ 2. La redevance est due par les producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité faisant appel auprès de la CWaPE à l'octroi de certificats verts exploitant une installation d'une puissance nominale supérieure à 10 kilowatts (kW).

§ 3. La redevance est due par mégawattheure (MWh) dont un relevé d'index communiqué à la CWaPE à partir du 1^{er} janvier 2014 atteste la production et qui entre en ligne de compte pour l'octroi de certificats verts. Le taux unitaire de la redevance, exprimé en euro par mégawattheure (euro/MWh), est égal à la valeur d'une fraction, dont le numérateur est égal à 1.800.000 euros et le dénominateur est le nombre total estimé de MWh générés par les producteurs redevables du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Art. 10. § 1^{er}. La CWaPE estime les productions d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité des redevables, en fonction des caractéristiques techniques des installations, des données historiques et des éléments extérieurs influençant la production.

La CwaPE calcule à partir de la production totale ainsi estimée le taux unitaire de redevance pour l'année 2014. Ce taux est applicable de manière uniforme à l'ensemble des redevables.

La CwaPE publie le taux de la redevance.

Art. 11. Le producteur s'acquitte de la redevance dans les deux mois de l'envoi des factures. Sous réserve d'erreurs matérielles, le retard de paiement rend de plein droit indisponibles les avoirs en comptes-titres de ce producteur auprès de la CWaPE. La CWaPE est habilitée à poursuivre auprès des débiteurs défaillants le recouvrement de la redevance.

La présente redevance est à charge des producteurs d'électricité verte redevables au sens de l'article 9 et ne peut être répercutée sur les consommateurs.

Art. 12. Dans l'article 97 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, l'alinéa 2 inséré par le décret du 5 mars 2008, modifié respectivement par les décrets des 19 décembre 2012 et 19 septembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la taxe est due, pour les voitures et voitures mixtes mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1°, en raison de deux composantes :

- la première étant basée sur la puissance du moteur exprimée soit en chevaux fiscaux, soit en kilowatts;
- la seconde, appelée « éco-malus », étant basée sur la catégorie d'émissions de CO₂ du véhicule automobile mis en usage. ».

Art. 13. Dans le titre V, chapitre IV, Section 1^{ère}, du même Code, insérée par le décret du 5 mars 2008, l'intitulé est remplacé par ce qui suit :

« Section 1^{ère} — Montant de la taxe pour les voitures et voitures mixtes mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1°. ».

Art. 14. L'article 97bis du même Code, insérés par le décret du 5 mars 2008 et modifié respectivement par les décrets des 19 décembre 2012 et 19 septembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 97bis. § 1^{er}. Pour les voitures et voitures mixtes mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1°, dénommées « véhicules automobiles » dans la présente section, le montant de la taxe est formé par le montant total des deux composantes énumérées à l'article 97, alinéa 2.

§ 2. La première composante de la taxe due pour les véhicules automobiles est calculée conformément à l'article 98.

§ 3. La seconde composante de la taxe, due pour les véhicules automobiles appelée « éco-malus », est calculée conformément aux articles 97quater et 97quinquies. ».

Art. 15. Dans l'article 97^{ter} du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 1^{er} juillet 2010, confirmé par le décret du 10 novembre 2010, il est apporté les modifications suivantes :

- a) au 1^o, 3^e alinéa, premier tiret, le montant de « 195 » est remplacé par le montant de « 205 »;
- b) au 1^o, 3^e alinéa, second tiret, le montant de « 186 » est remplacé par le montant de « 196 »;
- c) au 2^o, 1^{er} alinéa, le montant de « 150 » est remplacé par le montant de « 140 ».

Art. 16. Dans l'article 53^{ter}, au paragraphe 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par les décrets du 10 décembre 2009, 10 mai 2012 et 19 septembre 2013, il est apporté les modifications suivantes :

- a) à l'alinéa 1^{er}, les montants de « 200.000 EUR » et « 191.000 EUR » sont respectivement remplacés par les montants de « 160.000 » et « 150.000 »;
- b) à l'alinéa 2, l'année « 2011 » est remplacée par l'année « 2015 »;
- c) à l'alinéa 3, l'année « 2010 » est remplacée par l'année « 2014 ».

Art. 17. En application de l'article 6, 3^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le recouvrement des recettes non fiscales peut être abandonné par le receveur lorsque le coût du recouvrement est supérieur au montant du droit constaté.

Art. 18. L'article 253, 5^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par les décrets des 6 décembre 2001 et 22 octobre 2003, est remplacé par ce qui suit :

« 5^o des biens immobiliers situés en Région wallonne et repris dans le périmètre d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle ou d'une réserve forestière ou repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 et soumis au régime de protection primaire; ».

Art. 19. L'article L4211-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est complété comme suit :

« § 5. A partir des élections communales et provinciales de 2012, les dépenses mises à charge de la Wallonie par les §§ 2 et 4 du présent article, ainsi que les dépenses relatives à l'upgrade technique des machines et les charges administratives inhérentes à l'encadrement de ce processus électoral, seront remboursées, après la clôture du scrutin, par les communes utilisatrices selon des modalités arrêtées par le Gouvernement à concurrence du montant qui excède le coût du vote manuel. ».

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux déchets

Art. 20. L'article 5 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets est fixé à 68,82 euros/tonne pour les déchets non dangereux et à 74,37 euros/tonne pour les déchets dangereux.

§ 2. Lorsque la mise en C.E.T. de déchets n'est pas autorisée par la réglementation ou une autorisation administrative, le montant de la taxe est fixé à 166,50 euros/tonne, avec un minimum de 166,50 euros, s'il s'agit de déchets non dangereux, et à 666 euros/tonne, avec un minimum de 666 euros, s'il s'agit de déchets dangereux. ».

Art. 21. Dans l'article 6 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de la taxe est réduit dans les hypothèses et aux montants suivants :

1^o 25 euros/tonne, s'agissant des résidus de traitement par incinération, des cendres volantes provenant de centrales thermiques, des sables de fonderie non inertes, et des résidus provenant du traitement des déchets issus de la production ou de la fabrication de la fonte et de l'acier;

2^o 18 euros/tonne, s'agissant des déchets résultant d'un traitement par inertage ou stabilisation;

3^o 16 euros/tonne, s'agissant des résidus non inertes d'unités de recyclage du verre utilisant du verre collecté sélectivement pour la production de verre neuf;

4^o 15 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la destruction d'épaves de voitures et de ferrailles;

5^o 3 euros/tonne, s'agissant des déchets autres que ceux visés au 10^o, provenant d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même lorsque, de l'avis de l'Office, les procédés d'assainissement autres que l'excavation et la mise en centre d'enfouissement technique entraîneraient des dépenses démesurées ou seraient impraticables;

6^o 3 euros/tonne, s'agissant des résidus et des terres décontaminées issus des centres d'assainissement de sols autorisés autres que les terres visées au 10^o;

7^o 3 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la fabrication de la fibre de verre, des matières enlevées du lit, des berges et des annexes des cours et plans d'eau, des déchets provenant des opérations de traitement des eaux en vue de les potabiliser, des déchets d'oxydes de fer provenant de la production de zinc, connus sous le nom de jarosite et goethite, et des gangues de minerai de manganèse issues de la production de sels et oxydes de manganèse;

8^o 3 euros/tonne, s'agissant des déchets contenant du phosphogypse, des boues de soudière, des boues d'épuration de saumures de matières minérales et des déchets miniers;

9^o 3 euros/tonne, s'agissant des boues ou des résidus solides résultant de la fabrication de pâte recyclée en provenance d'entreprises utilisant des déchets de papier et carton comme tout ou partie de matière première pour la production de papier et de carton neufs;

10^o 0,25 euro/tonne, s'agissant :

- de terres admissibles en C.E.T. de classe 3 ou de classe 5.3;

- des déchets inertes issus des centres de recyclage y compris les fines de criblage admissible en centre d'enfouissement de classe 3 d'une granulométrie maximale de 40 millimètres pour autant qu'elles comprennent moins de :

a) 1 % de matériaux non pierreux tels que du plâtre, du caoutchouc, des matériaux d'isolation, des matériaux de recouvrement de toiture;

b) 5 % de matériaux organiques tels que bois, restes végétaux;

c) 15 % d'éléments pierreux non naturels dont la dimension est comprise entre 2 et 40 millimètres;

11° 0 euro/tonne, s'agissant :

- des déchets contenant des fibres d'amiante;

- des terres admissibles en C.E.T. de classe 3 ou de classe 5.3 utilisées aux fins de la couverture finale et de la remise en état des centres d'enfouissement technique;

- des déchets valorisables utilisés en C.E.T. au titre de substituts à des produits ou équipements nécessaires à l'exploitation et à la réhabilitation du C.E.T., en conformité avec le permis d'exploiter ou le permis d'environnement.

Art. 22. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets non dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 8,99 euros/tonne.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 55,50 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 166,50 euros/tonne, avec un minimum de 166,50 euros. ».

Art. 23. L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 26,64 euros/tonne.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 66,60 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets dangereux n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 666 euros/tonne, avec un minimum de 666 euros. ».

Art. 24. Dans l'article 12 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation aux articles 10, § 1^{er}, et 11, § 1^{er}, le montant de la taxe sur l'incinération des déchets issus d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même est fixé à 2 euros/tonne en cas de récupération de chaleur et à 3 euros/tonne en l'absence de récupération de chaleur. ».

Art. 25. Dans l'article 16 du même décret, le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur la co-incinération de déchets dangereux est fixé à 7,49 euros/tonne.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le montant de la taxe sur la co-incinération des déchets dangereux issus d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même est fixé à 0,50 euro/tonne.

Le montant de la taxe due en application de l'alinéa 1^{er} est réduit de 30 % pour les déchets co-incinérés sur leur site de production, lorsque les conditions cumulatives suivantes sont respectées :

1° les déchets sont co-incinérés par le producteur, dans une installation répondant aux prescriptions environnementales en vigueur relatives à la co-incinération des déchets;

2° l'installation de co-incinération gère à titre principal ces déchets.

§ 2. Lorsque la co-incinération de déchets dangereux n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 666 euros/tonne, avec un minimum de 666 euros. ».

Art. 26. L'article 25 du même décret est remplacé comme suit :

« Le montant de la taxe est fixé à 166,50 euros/tonne de déchets. ».

Art. 27. L'article 30 du même décret est remplacé comme suit :

« Le montant de la taxe est fixé à 38,85 euros/tonne. ».

Art. 28. L'article 38 du même décret est remplacé comme suit :

« Le montant de la taxe est fixé à 55,50 euros/m³ pour les déchets non dangereux, à 222 euros/m³ pour les déchets dangereux et 222 euros/m³ pour les déchets dangereux et non dangereux en mélange.

Le montant de la taxe est plafonné à 500.000 euros. ».

Art. 29. L'article 40 du même décret est remplacé comme suit :

« Le montant de la taxe est fixé à 166,50 euros/m³ de déchets abandonnés, avec un minimum de 166,50 euros.

Le montant de la taxe est fixé à 666 euros/m³ de déchets abandonnés, pour les déchets non dangereux avec un minimum de 666 euros. ».

Art. 30. L'article 70, § 1^{er}, du même décret est remplacé comme suit :

« Pour les redevables qui sont soumis à l'impôt des sociétés, les taxes visées par les chapitres II à V sont, pour les exercices 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 affectées d'un coefficient de 0.7. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux sites d'activité économique désaffectés*

Art. 31. A l'article 2 du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés :

- le nombre 5.000 est remplacé par le nombre 1.000;

- le nombre 50 est remplacé par le nombre 25.

Art. 32. A l'article 5 du même décret, les termes « ou de chaque constat annuel postérieur à celui-ci tel que visé à l'article 7, § 3, alinéa 2 » sont remplacés par les termes « ou des constats postérieurs visés à l'article 7, § 3, alinéa 2, ou, à défaut de constat, à la date anniversaire du deuxième constat ».

Art. 33. A l'article 6 du même décret, le 1^{er} alinéa est remplacé par le texte suivant :

« La période imposable est l'année au cours de laquelle est dressé un deuxième constat visé à l'article 7, § 2, alinéa 2, établissant l'existence d'un site d'activité économique désaffecté maintenu en l'état, ou les années postérieures durant lesquelles le site est maintenu en l'état au sens de l'article 2. ».

Le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« La taxe peut être enrôlée jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année imposable. ».

Art. 34. A l'article 7, § 2, du même décret, le nombre douze est remplacé par le nombre neuf.

Un troisième alinéa, rédigé comme suit, est ajouté :

« Ce deuxième constat est notifié conformément au § 1^{er}, alinéa 2 ».

Le 1^{er} alinéa du § 3 est remplacé par le texte suivant :

« § 3. A partir de la date anniversaire du deuxième constat, le site est présumé maintenu en l'état au sens de l'article 2. Toutefois, le redevable peut demander aux fonctionnaires visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, d'effectuer un contrôle. ».

Art. 35. A l'article 9 du même décret, les trois premiers paragraphes sont remplacés par le texte suivant :

« § 1^{er}. L'exigibilité de la taxe de même que le cours de la prescription de son recouvrement sont suspendus pour les sites visés aux § 2 et § 3.

§ 2. Les sites soumis aux dispositions du chapitre IV du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, tant que le titulaire des obligations mises à sa charge en application de ce décret respecte ses obligations.

La suspension prend cours à dater de l'année au cours de laquelle naissent ces obligations.

Elle concerne les taxes relatives aux années durant lesquelles durent ces obligations.

Les taxes sont dégrévées lorsque l'administration délivre un certificat de contrôle du sol en application de l'article 67 dudit décret.

§ 3. Les sites à réaménager qui font l'objet de l'arrêté visé à l'article 169, § 1^{er}, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie.

La suspension prend cours à dater de l'année de cet arrêté.

Elle concerne les taxes dues au moment de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}, pour les taxes exigibles à partir de l'année de la demande.

Les taxes sont dégrévées lorsque le réaménagement du site est constaté par l'arrêté visé à l'article 169, § 7, du même Code ».

Un § 6, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 6. La suspension visée aux § 2 et § 3 reste acquise même si le respect des obligations découlant des deux législations visées n'a pas entraîné la suppression du caractère taxable du site au sens du présent décret. ».

Un § 7, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 7. Le constat, par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement, du caractère désormais non taxable d'un site au sens du présent décret, entraîne le dégrèvement des taxes suspendues. ».

Art. 36. Un article 9bis, rédigé comme suit, est ajouté au même décret :

« Art. 9bis. Les communes peuvent lever des centimes additionnels à la taxe régionale.

Peuvent lever ces centimes les communes qui participent annuellement au recensement et à la mise à jour de la liste des sites susceptibles d'être concernés par la présente taxe.».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives aux taxes sur les mâts, pylônes et antennes*

Art. 37. Il est établi par la Région wallonne une taxe annuelle sur les mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation, directement avec le public, d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunications.

Art. 38. La taxe est due par l'opérateur du mât, pylône ou antenne au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Si l'opérateur n'est pas le propriétaire du mât, pylône ou antenne, ce dernier est tenu solidairement au paiement de la taxe.

Art. 39. Le montant annuel de base de la taxe est fixé à 8.000 euros par site. Ce montant, est, à partir de l'exercice d'imposition 2015, indexé selon la formule suivante :

Montant indexé = montant de base * (indice des prix à la consommation de janvier de l'exercice d'imposition/indice des prix à la consommation de janvier 2014).

On entend par site l'ensemble, indissociable sans travaux substantiels, formé par le mât, pylône ou antenne(s) et leurs équipements connexes, qu'un ou plusieurs opérateurs ont installé.

Les opérateurs qui partagent un site visé par la présente taxe sont tenus solidairement au paiement de la taxe.

Le montant de la taxe est annulé pour un site installé, mais non exploité effectivement.

Art. 40. Tout redevable de la taxe est tenu de déposer chaque année auprès de l'organe de taxation établi par le Gouvernement wallon, une déclaration établissant le nombre de sites installés, exploités, seul ou de manière partagée, par commune.

Art. 41. La déclaration, la procédure de taxation, les délais d'imposition et d'exigibilité, le recouvrement et les voies de recours sont établis conformément au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes et à ses arrêtés d'exécution.

Art. 42. Il est fait interdiction aux communes de lever une taxe ayant le même objet.

Les règlements communaux portant sur une taxe ayant le même objet sont abrogés.

Art. 43. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 42, les communes peuvent établir une taxe additionnelle de maximum cent centimes additionnels à la taxe établie à l'article 37 frappant les mâts, pylônes ou antennes visés à l'article 37 établis principalement sur leur territoire.

§ 2. La taxe additionnelle ne peut être l'objet d'aucune réduction, exemption ou exception.

Art. 44. § 1^{er}. Un pourcent du produit de la taxe additionnelle est retenu à titre de frais administratifs avant attribution du solde aux communes.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités particulières d'attribution du produit de la taxe additionnelle aux communes.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 45. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

En ce qui concerne l'article 16, il sera applicable à tous les actes de vente passés à partir de cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 décembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2013-2014*

Documents du Parlement wallon, 4-V a (2013-2014) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 décembre 2013.

Discussion.

Vote.

Budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014

(en milliers EUR)

Estimations initiales

Ministre ordonnateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	Budget - initial 2014	
			Par article	Total
		TITRE I - RECETTES COURANTES		
		Secteur I - Recettes fiscales		
		Recettes fiscales spécifiques - Division organique 15 Agriculture, ressources naturelles et environnement		
HE	36 01 20	Taxes, redevances et contributions de prélèvement perçues en vertu du décret-programme 1997 (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement, section protection des eaux : article de base 01.03, programme 13, division organique 15 et au Fonds de solidarité international pour l'Eau : article de base 01.04, programme 13, division organique 15)	43.403	
HE	36 01 70	Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 25 juillet 1991 sur les déchets (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 13, division organique 15)	20.913	
HE	36 02 70	Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	256	
HE	38 01 50	Sommes perçues en vertu du décret du 5 juin 2008 relatif à la répression des infractions en matière d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	500	
		<i>Total Division organique 15</i>		65.072
		<i>Dont recettes affectées</i>		65.072
		Recettes fiscales spécifiques - Division organique 16 Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie		
HE	36 01 90	Taxes sur les sites d'activité économique désaffectés (recettes affectées au Fonds d'assainissement des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites d'assainissement prioritaire des paysages : article de base 01.01., division 16, programme 03)	100	
NO	36 02 90	(Nouveau) Taxe sur les mâts éoliens	2.320	
		<i>Total Division organique 16</i>		2.420
		<i>Dont recettes affectées</i>		100
		Recettes fiscales spécifiques - Division organique 17 Pouvoirs locaux, action sociale et santé		
FU	36 01 90	(Nouveau) Taxe sur les mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation, directement avec le public, d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunications	24.000	
		<i>Total Division organique 16</i>		24.000
		<i>Dont recettes affectées</i>		0
		Recettes fiscales générales - Division organique 19 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication		
AN	36 01 40	Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles	917.379	
AN	36 02 40	Droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique	83.925	
AN	36 03 40	Droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens	19.920	
AN	36 01 60	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	488.575	
AN	36 02 60	Taxe de mise en circulation	174.124	
AN	36 03 70	Taxe sur la différence d'émission de CO2 par les véhicules automobiles mis en usage par une personne physique (Malus)	0	
AN	36 01 80	Taxes sur les logements abandonnés	25	
AN	36 02 90	Taxe sur les jeux et paris	19.221	
AN	36 03 90	Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	26.019	
AN	36 04 90	Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	0	
AN	36 05 90	Redevance radio et télévision	115.000	
AN	36 06 90	Eurovignette	0	
AN	36 07 90	Taxes sur les automates	20.191	
AN	37 01 00	Précompte immobilier	32.659	
AN	37 02 00	Intérêts et amendes sur impôts régionaux (article 6 §5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001)	16.737	
AN	56 01 50	Droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles	115.955	
		<i>Total Division organique 19</i>		2.029.730
		<i>Dont recettes affectées</i>		0
		<i>Total Secteur I</i>		2.121.222
		<i>Dont recettes affectées</i>		65.172

				Secteur II - Recettes générales non fiscales		
				Recettes générales - Division organique 10		
DE	16	01	12	Produit d'études et vente de publications dans le domaine des statistiques	0	
DE	16	02	12	Frais d'inscription à des manifestations organisées par la Région	0	
DE	38	01	50	Fonds budgétaire en matière de Loterie (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de Loterie : article de base 01.01, programme 03, division organique 10)	4.872	
DE	49	01	20	Recette provenant de la Communauté française au titre de sa participation au suivi du Plan Stratégique Transversal 2 "Développement du capital humain, des connaissances et du savoir-faire"	0	
				<i>Total Division organique 10</i>		4.872
				<i>Dont recettes affectées</i>		4.872
				Recettes générales - Division organique 11		
NO	11	01	11	Remboursements en relation avec les dépenses exposées pour les traitements, allocations et charges sociales des agents du SPW	1.500	
NO	11	02	11	Remboursement au SPW des traitements et allocations des membres du Centre de Recherche agronomique de Gembloux	0	
NO	11	03	11	Remboursement au SPW des traitements et allocations des Receveurs régionaux	9.000	
NO	11	01	40	Cotisation du personnel du SPW à l'achat de titres-repas	50	
				<i>Total Division organique 11</i>		10.550
				<i>Dont recettes affectées</i>		0
				Recettes générales - Division organique 12		
				Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication		
AN	06	01	00	Produits divers	4.900	
AN	06	02	00	Remboursement de sommes indûment payées	4.300	
AN	08	01	10	Remboursement des sommes en relation avec les dépenses exposées par les organes de contrôle de la Région auprès des O.I.P. soumis aux lois des 10 juin 1937 et 16 mars 1954 et auprès des autres organismes pararégionaux	0	
AN	12	01	11	Versement par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées	3.827	
AN	16	03	12	Récupération de sommes en relation avec les dépenses de matériel et de services exposées pour le fonctionnement des administrations, y compris le produit de la vente des biens désaffectés	40	
AN	16	04	12	Produit de la vente de biens non durables et de services	700	
AN	16	05	12	Recettes courantes découlant de la gestion du patrimoine régional	0	
AN	16	06	12	Produits de la location de biens non spécifiques	600	
AN	26	01	10	Intérêts de placements	0	
AN	27	01	30	Produit des opérations d'excédents d'émissions d'emprunts	0	
AN	38	01	00	Récupération des créances contentieuses	700	
AN	38	01	10	Prélèvement des cautions et produits des cautions après faillite	50	
AN	38	02	10	Produit des retenues et des pénalités pour retard appliquées à des adjudicataires	100	
AN	46	01	40	Contribution du Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne	0	
AN	49	02	20	Moyens transférés par la Communauté française	342.466	
AN	49	03	20	Moyens complémentaires transférés par la Communauté française	0	
AN	49	04	20	Moyens transférés par la Communauté française - Calcul définitif exercice antérieur	561	
AN	49	05	20	Dotations exceptionnelles de la Communauté française	0	
AN	49	01	41	Arriérés des recettes dues à la Région par la Régie des Bâtiments	0	
AN	49	02	41	Dotations Fédérales groupe jeux et paris	3.296	
AN	49	04	41	(Nouveau) Dotation Fédérale TC/TMC	6.085	
AN	49	01	42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques	3.765.694	
AN	49	02	42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques - Calcul définitif exercice antérieur	0	
AN	49	01	43	Dégrèvement fiscaux	10	
				<i>Total Division organique 12</i>		4.133.329
				<i>Dont recettes affectées</i>		0
				Recettes générales - Division organique 16		
				Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie		
AN	28	01	30	Produit de la redevance liée à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz	0	
				<i>Total Division organique 16</i>		0
				<i>Dont recettes affectées</i>		0
				Recettes générales - Division organique 17		
				Pouvoirs locaux, action sociale et santé		
AN	49	03	41	Remboursement de la quote-part du Gouvernement fédéral dans le cadre des conventions de premier emploi	6.862	
				<i>Total Division organique 17</i>		6.862
				<i>Dont recettes affectées</i>		0
				Total Secteur II		4.155.613
				<i>Dont recettes affectées</i>		4.872
				Secteur III - Recettes spécifiques		
				Recettes spécifiques - Division organique 12		
				Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication		
AN	21	01	10	Remboursement des versements provisionnels excédentaires des intérêts de la dette	0	
AN	26	01	10	Différentiel d'intérêts d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986 et 1987	611	
				<i>Total Division organique 12</i>		611
				<i>Dont recettes affectées</i>		0

		Recettes spécifiques - Division organique 13			
		Routes et bâtiments			
NO	11	01	11	Remboursements inhérents à la prise en charge des rémunérations, allocations et charges sociales du personnel employé par les bureaux d'études émergeant au Fonds des Etudes techniques	0
CD	16	01	11	Recettes résultant des prestations externes des bureaux d'études du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds des études techniques : article de base 01.03, programme 03, division organique 13)	700
CD	16	01	12	Produit de la location de biens	220
MA	28	01	10	Revenus liés à l'exploitation des réseaux de télécommunications	63
CD	28	02	10	Redevances liées à l'exploitation des établissements annexes situés sur le réseau routier	0
AN	36	01	90	Fonds budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique (recettes affectées au Fond budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique : article de base 01.01, programme 11, division organique 13)	800
CD	36	02	90	Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau routier et autoroutier de la Région - Produit des redevances et autorisations domaniales consenties sur les routes et autoroutes (recettes affectées au Fonds du péage et des avaries : article de base 01.01, programme 02, division organique 13)	67.469
CD	39	01	10	Programme CEE Infrastructure Transports - Routes	0
				<i>Total Division organique 13</i>	69.252
				<i>Dont recettes affectées</i>	68.969
		Recettes spécifiques - Division organique 14			
AN	06	01	00	Recettes provenant de l'activité des aéroports	0
CD	16	02	11	Recettes provenant de l'activité des barrages régionaux	100
HE	16	02	12	Produit de la location des biens gérés par l'administration des transports	77
HE	16	03	12	Recettes provenant des abonnements de transport d'élèves	0
CD	16	04	12	Produit de la location de biens	122
CD	28	03	10	Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau des Voies hydrauliques - Produit des redevances et des autorisations domaniales consenties sur les cours d'eau (recettes affectées au Fonds du trafic et des avaries : article de base 01.02, programme 11, division organique 14)	2.000
HE	38	01	30	Recettes provenant des récupérations par suite de dommages causés aux véhicules assurant le transport scolaire	5
CD	39	02	10	Programme CEE Infrastructure Transports - Voies hydrauliques	0
				<i>Total Division organique 14</i>	2.304
				<i>Dont recettes affectées</i>	2.000
		Recettes spécifiques - Division organique 15			
HE	06	02	00	Produits de la gestion des quotas d'émission de gaz à effet de serre perçus en vertu du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par le décret du 22 juin 2006 (recette affectée au Fonds wallon Kyoto : article de base 01.02 programme 13, division organique 15)	0
CD	16	03	11	Recettes provenant du comptoir forestier	180
CD	16	04	11	Recettes provenant de la station de recherches forestières	0
CD	16	05	11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois de la forêt indivise de l'ancienne «Gruerie d'Arlon» (loi domaniale du 26 juillet 1952, article 7) (recette affectée au Fonds pour la gestion des forêts de l'ancienne «Gruerie d'Arlon» : article de base 01.02, programme 11, division organique 15)	184
CD	16	06	11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois dans la forêt indivise d'Herbeumont (loi domaniale du 1er juillet 1983, article 1er, 16) (recette affectée au Fonds pour la gestion de la forêt d'Herbeumont : article de base 01.03, programme 11, division organique 15)	98
CD	16	07	11	Produit de la vente de coupes de bois et de chablis	9.740
CD	16	08	11	Quote-part régionale du produit de la vente des coupes de bois dans les forêts indivises	1.020
CD	16	05	12	Ventes de venaisons et contributions des invités aux Chasses de la Couronne	60
CD	16	01	20	Prestations de régie et de surveillance des forêts	6
CD	26	02	10	Intérêts créditeurs payés par des débiteurs des comités de remembrement bénéficiaires d'un remboursement échelonné de leur solde de compte	31
CD	28	01	30	Produits résultant de la propriété des biens immobiliers acquis dans le cadre de la politique foncière	120
CD	28	02	30	Produit de la location du droit de chasse	1.650
CD	31	01	32	Remboursement de subsides et d'avances dans le cadre de programmes ou de projets de recherches scientifiques et techniques	0
CD	31	02	32	Recettes perçues en vertu du dispositif budgétaire (recettes affectées au Fonds budgétaire S.I.G.E.C. : article de base 01.04, programme 04, division organique 15)	319
CD	31	03	32	Rétributions forfaitaires liées au Réseau d'information comptable agricole	71
CD	31	04	32	Remboursement de subventions d'exploitation indûment payées aux bénéficiaires par l'organisme payeur régional	591
CD	36	03	90	Redevances et rétributions perçues en vertu du décret programme du 18 décembre 2003 (recettes affectées au Fonds budgétaire pour la qualité des produits animaux et végétaux : article de base 01.01, programme 03, Division organique 15)	617
CD	37	01	70	Part régionale du produit des permis de pêche, de chasse, de tenderie et des examens y relatifs	3.755
HE	37	02	70	Droits de dossier perçus en vertu de l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destiné au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	200
HE	38	01	10	Produits de contributions provenant des distributeurs, des organismes d'assainissement agréés et de la S.P.G.E. sur base volontaire et de divers dons et legs au Fonds de solidarité internationale pour l'Eau (recette affectée au Fonds de solidarité internationale pour l'Eau : article de base 01.04, programme 13, division organique 15)	1
HE	38	01	50	Recettes perçues au titre de l'intervention de l'organisme en charge de l'obligation de reprise des déchets ménagers en application de l'article 13 §1er, 12° de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 13, division organique 15)	1.915
CD	39	03	10	Intervention de la CEE dans les régimes d'aide aux agriculteurs	29
HE	49	01	10	Remboursement des avances consenties dans le cadre de projet européen et relatives à la partie cofinancée par la CEE (recettes affectées au Fonds pour la Protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	1.668
				<i>Total Division organique 15</i>	22.255
				<i>Dont recettes affectées</i>	5.002

				Recettes spécifiques - Division organique 16	
NO	26	03	10	Intérêts sur avances récupérables et participation aux bénéfices d'exploitation des entreprises en matière de politique générale de l'énergie	0
NO	26	04	10	Intérêts sur avances récupérables en matière de logement	475
HE	28	04	10	Redevances liées aux autorisations de voiries	0
NO	28	01	20	Dividendes provenant de la participation de la Région dans le capital des sociétés agréées de logement	0
NO	34	01	41	Participation bénéficiaire versée à la Région par l'organisme qui couvre l'assurance contre le risque de perte de revenus	124
NO	36	04	90	Recettes résultant des amendes administratives visées à l'article 13ter du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable ainsi que des sanctions visées à l'article 190,§3 du même Code (recettes affectées au Fonds régional pour le logement) : article de base 01.01, programme 12, division organique 16	50
NO	36	05	90	Recettes résultant des amendes administratives perçues en vertu des articles 200bis et 200ter du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable	100
NO	38	02	10	Produit de diverses amendes et redevances liées à l'organisation des marchés de l'électricité et du gaz et moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en vue de financer les obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz (recettes affectées au Fonds Energie : article de base 01.01, programme 31, division organique 16)	13.500
				<i>Total Division organique 16</i>	14.249
				<i>Dont recettes affectées</i>	13.550
				Recettes spécifiques - Division organique 17	
TI	11	02	11	Remboursements inhérents à la prise en charge des rémunérations du personnel des hôpitaux psychiatriques	0
TI	39	04	10	Remboursement de cofinancement européen	0
FU	48	01	00	Contributions des Provinces, Communes et CPAS pour l'aide aux sinistrés de l'Asie du Sud et du Sud-Est	0
				<i>Total Division organique 17</i>	0
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				Recettes spécifiques - Division organique 18	
				Entreprises, emploi et recherche	
MA	16	09	11	Contrats de consultation	12
MA	16	10	11	Location de bâtiments industriels en application de l'article 42 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique	454
MA	26	05	10	Intérêts résultant de l'octroi d'avances récupérables et de prêts obligatoires à des entreprises dans le cadre de leur développement et de leur restructuration	0
MA	26	06	10	Intérêts sur avances récupérables : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	39
MA	27	01	10	Participation aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques ou privées	3.500
MA	31	05	32	Récupération sur créances et contentieux : expansion, restructuration et développement des entreprises, zonings et zones d'emploi	0
MA	31	06	32	Récupération sur créances et contentieux : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	200
MA	31	07	32	Récupération de primes d'emploi sur base de la loi du 4 août 1978 et du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique	5
MA	38	01	20	Contributions liées à l'octroi de garanties régionales	0
AN	49	01	41	Moyens supplémentaires de financement du programme de remise au travail des chômeurs (article 35 de la loi de financement, arrêté royal du 19 janvier 2000 et loi du 13 juillet 2001 (St Polycarpe))	182.235
MA	49	02	41	Moyens supplémentaires accordés par le Fédéral dans le cadre du financement du secteur de l'économie sociale	5.231
				<i>Total Division organique 18</i>	191.676
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<i>Total Secteur III</i>	300.347
				<i>Dont recettes affectées</i>	89.521
				<i>Total TITRE I</i>	6.577.182
				<i>Dont recettes affectées</i>	159.565
TITRE II - RECETTES DE CAPITAL					
Secteur I - Recettes fiscales					
Recettes générales - Division organique 19					
AN	56	02	50	Droits de succession et de mutation par décès	737.907
				<i>Total Division organique 19</i>	737.907
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<i>Total Secteur I</i>	737.907
				<i>Dont recettes affectées</i>	0

				Secteur II - Recettes générales non fiscales		
				Recettes générales - Division organique 10		
AN	06	01	00	Recettes diverses	100	
AN	06	02	00	Remboursement de sommes indûment payées	140	
AN	73	01	10	Récupération du coût des travaux et d'expropriations exposées pour compte de tiers	0	
AN	74	01	22	Versement par les comptables du Service Public de Wallonie opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées	400	
AN	76	01	12	Produit de la vente d'emprises inutilisées	4.000	
AN	76	01	32	Produit de la vente d'immeubles	700	
NO	76	02	32	Produit de la vente d'immeubles découlant de la gestion immobilière des bâtiments et des implantations	0	
NO	77	01	20	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux	0	
AN	77	02	20	Produit de la vente de biens meubles durables désaffectés ou mis hors de service	200	
				<i>Total Division organique 10</i>		5.540
				<i>Dont recettes affectées</i>		0
				Total Secteur II		5.540
				Dont recettes affectées		0
				Secteur III - Recettes spécifiques		
				Recettes spécifiques - Division organique 12		
				Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication		
NO	06	01	00	Recettes résultant de la gestion énergétique immobilière du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds de la gestion énergétique immobilière : article de base 01.01, programme 31, division organique 12)	20	
AN	96	01	10	Différentiel d'amortissement d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986-1987	2.456	
				<i>Total Division organique 12</i>		2.476
				<i>Dont recettes affectées</i>		20
				Recettes spécifiques - Division organique 14		
HE	16	01	11	Recettes exceptionnelles en matière de transport scolaire	58	
HE	57	01	20	Remboursement par la SRWT de plus values et du produit de la vente de biens immobiliers	0	
AN	69	01	41	Intervention de l'Etat dans les investissements réalisés dans les aéroports et aérodrômes	0	
				<i>Total Division organique 14</i>		58
				<i>Dont recettes affectées</i>		0
				Recettes spécifiques - Division organique 15		
				Agriculture, ressources naturelles et environnement		
CD	76	01	32	Produits résultant de la vente et de l'attribution de biens immobiliers (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de politique foncière : article de base 01.02, programme 12, division organique 15)	495	
CD	86	01	70	Produits résultant du recouvrement des sommes dues par les propriétaires, usagers et exploitants au terme des opérations de remembrement	633	
CD	86	02	70	Produits résultant de la récupération des avances consenties pour les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement	800	
				<i>Total Division organique 15</i>		1.928
				<i>Dont recettes affectées</i>		495
				Recettes spécifiques - Division organique 16		
				Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie		
NO	51	01	12	Remboursement des subventions accordées aux organismes publics et privés en matière de logement	0	
NO	53	01	10	Remboursement des aides au logement accordées aux particuliers	1.000	
HE	76	01	12	Produits de la revente de sites industriels désaffectés (recettes affectées au Fonds de rénovation des sites wallons : article de base 51.05, programme 03, division organique 16)	100	
NO	76	02	32	Produit de la vente de logements construits par l'ex-SDRW	0	
NO	86	01	10	Remboursement d'avances récupérables en matière de logement	3.000	
HE	87	01	20	Remboursement d'avances récupérables octroyées pour la démolition d'immeubles érigés en contravention aux dispositions du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme	2	
NO	87	02	20	Remboursement d'avances dans le cadre du dispositif Ecopack (recettes affectées au Fonds relatif au dispositif Ecopack) : article de base 01.01, programme 41, division organique 16	4.000	
				<i>Total Division organique 16</i>		8.102
				<i>Dont recettes affectées</i>		4.100
				Recettes spécifiques - Division organique 17		
				Pouvoirs locaux, action sociale et santé		
TI	86	02	10	Remboursement d'avances récupérables consenties aux hôpitaux psychiatriques	0	
				<i>Total Division organique 17</i>		0
				<i>Dont recettes affectées</i>		0

				Recettes spécifiques - Division organique 18 Entreprises, emploi et recherche		
MA	51	02	12	Récupération sur créances et contentieux : expansion, restructuration et développement des entreprises, zonings et zones d'emploi	1.200	
MA	51	03	12	Récupération sur créances et contentieux : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	2.500	
MA	86	03	10	Produit de cession de participation et remboursement de crédits octroyés dans le cadre du développement et de la restructuration des entreprises	0	
MA	86	04	10	Remboursement de crédits et d'avances récupérables : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	0	
MA	86	05	10	Fonds de rénovation industrielle (recettes affectées au FRI : article de base 51.07, programme 02, division organique 18)	0	
MA	86	06	10	Produit en liaison avec l'exécution d'un programme aéronautique	0	
NO-MA	86	03	70	Recettes perçues en application du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie (recettes affectées au Fonds pour la recherche : article de base 01.01, programme 34, division organique 18)	17.000	
<i>Total Division organique 18</i>					20.700	
<i>Dont recettes affectées</i>					17.000	
Total Secteur III					33.264	
<i>Dont recettes affectées</i>					21.615	
Total TITRE II					776.711	
<i>Dont recettes affectées</i>					21.615	
TITRE III - PRODUITS D'EMPRUNTS						
Secteur II - Recettes générales non fiscales						
				Recettes spécifiques - Division organique 12 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication		
AN	96	01	10	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en euro	0	
AN	96	01	20	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en monnaies étrangères	0	
<i>Total Division organique 12</i>					0	
<i>Dont recettes affectées</i>					0	
Total Secteur II					0	
<i>Dont recettes affectées</i>					0	
Total TITRE III					0	
<i>Dont recettes affectées</i>					0	
TOTAL GENERAL					7.353.893	
<i>Dont recettes affectées</i>					181.180	
<i>Vu pour être annexé au projet de décret</i>						

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2013/27266]

11. DEZEMBER 2013 — Dekret zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2014 (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Für das Haushaltsjahr 2014 werden die laufenden Einnahmen der Wallonie gemäß Titel I der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 6.577.182.000 Euro veranschlagt.

Art. 2 - Für das Haushaltsjahr 2014 werden die Kapitaleinnahmen der Wallonie gemäß Titel II der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 776.711.000 Euro veranschlagt.

Art. 3 - Die am 31. Dezember 2013 bestehenden und zugunsten der Wallonie vereinnahmten Steuern und Abgaben werden während des Jahres 2014 gemäß den Gesetzen, den Dekreten, den Erlassen und den Sätzen eingezogen, die die Steuerverwaltung und -erhebung regeln.

Art. 4 - § 1. Der Minister für Haushalt und Finanzen wird dazu ermächtigt, durch Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben werden können, das Folgende zu decken:

1° die Finanzierung der Haushaltsausgaben, die nicht durch Haushaltseinnahmen gedeckt werden;

2° die Rückzahlung der Anleihen und der noch nicht getilgten Verbindlichkeiten der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, deren endgültiger Ablauftermin auf 2014 festgesetzt ist;

3° die vollständige oder teilweise vorfristige Rückzahlung der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, den jeweiligen Bedingungen der Ministerialerlasse zur Ausgaben von Anleihen oder der Darlehensvereinbarungen gemäß;

4° die täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder die im allgemeinen Interesse der Führung des regionalen Schatzamtes getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich der notwendigen Anlagen zu ihrer günstigen Abwicklung.

§ 2. Der Minister für Haushalt und Finanzen wird dazu ermächtigt, im Einvernehmen mit den Inhabern und zu den Marktbedingungen die Gesamtheit oder einen Teil der bestehenden Anleihen in Anleihen der Art "langfristige Schatzanweisungen" umzuwandeln und deren Ablauftermin anzupassen.

Art. 5 - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird ermächtigt:

1° zur Schaffung von Schatzanweisungen oder sonstigen zinsentraglichen Finanzierungsinstrumenten bis zur Höhe des Betrags der Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung aufzunehmen sind;

2° zum Abschluss, unter Einhaltung des Vorsichtsgrundsatzes, der täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder der im allgemeinen Interesse dessen Führung getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich zum Abschluss von Anlagenvereinbarungen, die zu ihrer günstigen Abwicklung notwendig sind;

3° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschriebenen Privatanleihen betrifft, zur Anpassung der Rückzahlungsbedingungen und -fristen im Einvernehmen mit den Geldgebern;

4° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschriebenen Anleihen betrifft, zum Abschluss von in Artikel 7, 2° erwähnten Verwaltungsgeschäften.

Art. 6 - Die vorläufigen Ausgaben zur Aktivabildung (öffentliche Anleihen und langfristige Schatzanweisungen) und die Nebenkosten, sowie die mit der Verflüssigung dieser gebildeten Aktiva verbundenen Einnahmen, die Nebenausgaben und die sich daraus ergebenden Einkünfte können auf besondere Finanzkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck in einem Geldinstitut belgischen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut muss in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6, 1° erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Wertpapieren des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Die gebildeten Aktiva können ebenfalls auf besondere Wertpapierkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck im Namen des wallonischen Schatzamtes in einem Geldinstitut öffentlichen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut soll in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6, 1° erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Titeln des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Art. 7 - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird dazu ermächtigt, das Folgende von den Anleihenlasten der Wallonie abzuziehen:

1° die Kapitalerträge von Rahmen der in Artikel 5, 1° und 2° erwähnten Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes getätigten Anleihen in Euro;

2° die Einkommen oder Gelder, die der Wallonie zugewiesen werden, und zwar infolge von Verwaltungsgeschäften des Schatzamtes in Sachen Zinsswaps, Arbitragegeschäfte, Risikodeckungen wie z.B. Optionen oder andere Geschäfte, die mittels Anleihen der Wallonie und zur Erleichterung deren Finanzlasten durchgeführt werden.

Art. 8 - Die Kassensaldi des ehemaligen "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) können Art. 76.02 von Organisationsbereich 15 ("Fonds für die Bodenpolitik") zugewiesen werden.

Art. 9 - § 1. Eine Gebühr wird zwecks der Finanzierung der Kosten erhoben, die von der CWaPE bei der Umsetzung des in Artikel 37 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Mechanismus der grünen Bescheinigungen getragen werden.

§ 2. Die Gebühr ist durch die Erzeuger von Strom aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung zu zahlen, die bei der CWaPE die Gewährung von grünen Bescheinigungen beantragen und die eine Anlage mit einer Nennleistung über 10 Kilowatt (kW) betreiben.

§ 3. Die Gebühr ist pro Megawattstunde (MWh) zu zahlen, deren Erzeugung durch eine der CWaPE ab dem 1. Januar 2014 mitgeteilten Indexablesung bescheinigt wird und die für die Gewährung von grünen Bescheinigungen in Betracht genommen wird. Der in Euro pro Megawattstunde (Euro/MWh) ausgedrückte Einheitssatz der Gebühr entspricht dem Wert eines Bruchs, dessen Zähler 1.800.000 Euro entspricht und dessen Nenner die abgeschätzte Gesamtanzahl von MWh ist, die von den vom 1. Januar 2014 bis zum 31. Dezember 2014 gebührenpflichtigen Stromerzeugern erzeugt werden.

Art. 10 - § 1. Die CWaPE schätzt die Stromerzeugung aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung der Gebührenpflichtigen je nach den technischen Eigenschaften der Anlagen, den historischen Daten und den äußeren Elementen, die die Erzeugung beeinflussen, ein.

Die CWaPE berechnet ab der so eingeschätzten Gesamterzeugung den Einheitssatz der Gebühr für 2014. Dieser Satz findet gleichmäßig auf die gesamten Gebührenpflichtigen Anwendung.

Die CWaPE veröffentlicht den Satz der Gebühr.

Art. 11 - Der Stromerzeuger entrichtet die Gebühr innerhalb von zwei Monaten ab der Sendung der Rechnungen. Unter Vorbehalt von materiellen Fehlern führt jeglicher Zahlungsverzug von Rechtswegen zur Unverfügbarkeit der Guthaben in Wertpapierkonten dieses Stromerzeugers bei der CWaPE. Die CWaPE ist befugt, die Beitreibung der Gebühr bei den säumigen Schuldnern einzuleiten.

Die vorliegende Gebühr geht zu Lasten der im Sinne von Artikel 9 gebührenpflichtigen Erzeuger von Grünstrom und darf nicht auf die Verbraucher übertragen werden.

Art. 12 - In Artikel 97 des Gesetzbuches über die den Einkommenssteuern gleichgestellten Steuern wird Abs. 2, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2012 bzw. 19. September 2013, durch Folgendes ersetzt:

"In Abweichung von Abs. 1 ist die Steuer für die in der Wallonischen Region in Gebrauch genommenen Personenkraftwagen und Kombiwagen mit Ausnahme derjenigen, die in derselben Region durch in Artikel 94, 1° genannte Gesellschaften, autonome öffentliche Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Tätigkeiten im Bereich des Leasings haben, in Gebrauch genommen werden, aufgrund zweier Komponenten zu zahlen:

- die erste beruht auf der entweder in Steuer-PS oder in Kilowatt ausgedrückten Motorleistung;
- die zweite, "Ökomalus" genannt, beruht auf der Kategorie der CO₂-Emissionen des in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs."

Art. 13 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, wird die Überschrift durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 1 - Höhe der Steuer für die in der Wallonischen Region in Gebrauch genommenen Personenkraftwagen und Kombiwagen mit Ausnahme derjenigen, die in derselben Region durch in Artikel 94, 1° genannte Gesellschaften, autonome öffentliche Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Tätigkeiten im Bereich des Leasings haben, in Gebrauch genommen werden."

Art. 14 - Artikel 97*bis* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2012 bzw. 19. September 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 97*bis* - § 1. Für die in vorliegendem Abschnitt "Kraftfahrzeuge" genannten, in der Wallonischen Region in Gebrauch genommenen Personenkraftwagen und Kombiwagen, mit Ausnahme derjenigen, die in derselben Region durch in Artikel 94, 1° genannte Gesellschaften, autonome öffentliche Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Tätigkeiten im Bereich des Leasings haben, in Gebrauch genommen werden, besteht der Betrag der Steuer aus dem Gesamtbetrag der beiden in Artikel 97, Absatz 2 aufgeführten Komponenten.

§ 2. Die erste Komponente der für Kraftfahrzeuge zu zahlenden Steuer wird gemäß Artikel 98 berechnet.

§ 3. Die zweite, "Ökomalus" genannte Komponente der für Kraftfahrzeuge zu zahlenden Steuer wird gemäß Artikel 97*quater* und 97*quinquies* berechnet."

Art. 15 - Artikel 97*ter* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 1. Juli 2010, bestätigt durch das Dekret vom 10. November 2010, wird wie folgt abgeändert:

a) in Nr. 1°, 3. Absatz, erster Strich, wird der Betrag "195" durch den Betrag "205" ersetzt;

b) in Nr. 1°, 3. Absatz, zweiter Strich, wird der Betrag "186" durch den Betrag "196" ersetzt;

c) in Nr. 2°, 1. Absatz, wird der Betrag "150" durch den Betrag "140" ersetzt.

Art. 16 - Artikel 53*ter*, § 1, des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 10. Dezember 2009, 10. Mai 2012 und 19. September 2013, wird wie folgt abgeändert:

a) in Abs. 1 werden die Beträge "200.000 EUR" bzw. "191.000 EUR" durch die Beträge "160.000" bzw. "150.000" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird der Jahrgang "2011" durch den Jahrgang "2015" ersetzt;

c) in Absatz 3 wird der Jahrgang "2010" durch den Jahrgang "2014" ersetzt.

Art. 17 - In Anwendung von Artikel 6, 3° des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung kann der Einnehmer auf die Beitreibung nichtsteuerlicher Einnahmen verzichten, wenn die Kosten für die Beitreibung den Betrag des festgestellten Anrechts übertreffen.

Art. 18 - Artikel 253, 5° des Einkommensteuergesetzbuches 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch die Dekrete vom 6. Dezember 2001 und 22. Oktober 2003, wird durch Folgendes ersetzt:

"5° für in der Wallonischen Region gelegene Immobiliengüter, die im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets, eines Naturschutzgebiets oder eines Forstschutzgebiets gelegen sind, oder im Umkreis eines um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets gelegen sind und der Regelung für den primären Schutz unterliegen;"

Art. 19 - Artikel L4211-3 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird wie folgt ergänzt:

"§ 5. Ab den Gemeinde- und Provinzialwahlen von 2012 werden die durch die Paragraphen 2 und 4 des vorliegenden Artikels zu Lasten der Wallonie gehenden Ausgaben sowie die Ausgaben für das technische Upgrade der Maschinen und die mit der Betreuung dieses Wahlverfahrens verbundenen Verwaltungskosten nach Abschluss der Stimmabgabe durch die Gemeinden, die diese Maschinen benutzt haben, nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten bis zur Höhe des Betrags, der die Kosten der Wahl mit Stimmzettel überschreitet, rückerstattet."

KAPITEL II — Bestimmungen in Sachen Abfälle

Art. 20 - Artikel 5 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Betrag der Abgabe für die Aufnahme von Haushaltsabfällen in einem technischen Vergrabungszentrum wird auf 68,82 Euro/Tonne für die nichtgefährlichen und auf 74,37 Euro/Tonne für die gefährlichen Abfälle festgesetzt.

§ 2. Wenn die Aufnahme von Abfällen in einem technischen Vergrabungszentrum durch die Regelung oder eine Genehmigung der Verwaltung nicht erlaubt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 166,50 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 166,50 Euro im Falle von nichtgefährlichen Abfällen und auf 666 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 666 Euro im Falle von gefährlichen Abfällen festgesetzt."

Art. 21 - In Artikel 6 desselben Dekrets wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

"In folgenden Fällen wird die Höhe der Abgabe auf folgende Beträge herabgesetzt:

1° 25 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände aus der Behandlung durch Verbrennung, um aus thermischen Kraftwerken stammende Flugaschen, um nicht-inerten Sand aus Gießereien und um Rückstände aus der Behandlung von Abfällen, die aus der Produktion oder der Herstellung von Gußeisen und Stahl stammen, handelt;

2° 18 Euro/Tonne, wenn es sich um aus einer Behandlung durch Inertisierung oder Stabilisierung stammende Abfälle handelt;

3° 16 Euro/Tonne, wenn es sich um nicht-inerte Rückstände von Glasrecyclingseinheiten handelt, die selektiv gesammeltes Glas zur Erzeugung von neuem Glas verwenden;

4° 15 Euro/Tonne, wenn es sich um aus der Vernichtung von Altfahrzeugen und von Schrott stammende Abfälle handelt;

5° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die nicht unter 10° erwähnt werden und die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, wenn nach der Stellungnahme des "Office" die Sanierungsverfahren, die nicht der Aushub und die Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum sind, enorme Ausgaben zur Folge hätten oder nicht durchführbar wären;

6° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände oder dekontaminierte Erde handelt, die aus genehmigten Zentren zur Sanierung von Böden stammen, die nicht zu der unter 10° erwähnten Erde gehören;

7° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die aus der Herstellung von Glasfaser stammen, um aus dem Bett, den Ufern und den Nebenbauwerken der Wasserläufe und -flächen entnommene Stoffe, um aus Vorrichtungen zur Behandlung von Wasser im Hinblick auf dessen Aufbereitung zu Trinkwasser stammende Abfälle, um aus der Zinkproduktion stammende und als Jarosit und Goethit bekannte Eisenoxide und um aus der Produktion von Mangansalzen und -oxiden stammende Manganerz-Gangart;

8° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die phosphorhaltigen Gips, Sodafabriktschlamm, Klärschlamm von Salzlösungen von Mineralstoffen und Bergbauabfälle enthalten;

9° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um mit der Herstellung von recycelter Papiermasse verbundene Schlämme oder feste Rückstände handelt, die aus Betrieben stammen, die Papier- und Pappeabfälle ganz oder teilweise als Rohstoff bei der Herstellung von neuem Papier und neuer Pappe verwenden;

10° 0,25 Euro/Tonne, wenn es sich um folgende Abfälle handelt:

- Erde, die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder der Klasse 5.3 aufgenommen werden kann;
- aus den Recyclingzentren stammende Inertabfälle einschließlich der Grobfraktion der Siebung, die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 aufgenommen werden können, die eine maximale Korngröße von 40 Millimeter aufweisen, unter der Voraussetzung, dass sie weniger als folgende Prozentsätze enthalten:

a) 1% nicht steinartiger Materialien wie Gips, Kautschuk, Isolierungsmaterialien, Dachhautmaterial;

b) 5% organischer Materialien wie Holz, pflanzliche Reste;

c) 15% nicht natürlicher steinartiger Elemente, deren Größe zwischen 2 und 40 mm liegt;

11° 0 Euro/Tonne, wenn es sich um folgende Abfälle handelt:

- Abfälle, die Asbestfasern enthalten;

- Erde, die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder der Klasse 5.3 aufgenommen werden kann, und als obere Bodenbedeckung und zur Wiederinstandsetzung der technischen Vergrabungszentren verwendet wird;

- verwertbare Abfälle, die in einem technischen Vergrabungszentrum als Ersatz für Produkte oder Ausrüstungen verwendet werden, die zum Betrieb und zur Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums in Übereinstimmung mit der Betriebsgenehmigung oder der Umweltgenehmigung notwendig sind.

Art. 22 - Artikel 10 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von nichtgefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung ist auf 8,99 Euro/Tonne festgesetzt.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, werden der im vorigen Absatz genannte Betrag auf 55,50 Euro/Tonne erhöht.

§ 2. Wenn die Verbrennung der Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 166,50 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 166,50 Euro festgesetzt."

Art. 23 - Artikel 11 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von gefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung wird auf 26,64 Euro/Tonne festgesetzt.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, werden der im vorigen Absatz genannte Betrag auf 66,60 Euro/Tonne erhöht.

§ 2. Wenn die Verbrennung der gefährlichen Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 666 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 666 Euro festgesetzt."

Art. 24 - In Artikel 12 desselben Dekrets wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"In Abweichung von den Artikeln 10 § 1 und 11 § 1 wird der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von Abfällen, die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, auf 2 Euro/Tonne bei Wärmerückgewinnung und auf 3 Euro/Tonne bei fehlender Wärmerückgewinnung festgelegt."

Art. 25 - In Artikel 16 desselben Dekrets wird § 1, Abs. 1 durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Betrag der Abgabe für die Mitverbrennung von gefährlichen Abfällen wird auf 7,49 Euro/Tonne festgesetzt.

In Abweichung von vorigem Absatz wird der Betrag der Abgabe für die Mitverbrennung von Abfällen, die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, auf 0,50 Euro/Tonne festgesetzt.

Der Betrag der in Anwendung von Absatz 1 geschuldeten Abgabe wird für an ihrem Erzeugungsstandort mitverbrannte Abfälle um 30% verringert, wenn die folgenden Bedingungen zugleich erfüllt werden:

1° die Abfälle werden vom Erzeuger mitverbrannt, in einer Anlage, die den geltenden Umweltvorschriften für die Abfallmitverbrennung genügt;

2° die Mitverbrennungsanlage behandelt hauptsächlich diese Abfälle.

§ 2. Wenn die Mitverbrennung von gefährlichen Abfällen durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 666 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 666 Euro festgesetzt.“.

Art. 26 - Art. 25 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Der Betrag der Abgabe wird auf 166,50 Euro / Tonne Abfälle festgesetzt.“.

Art. 27 - Art. 30 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Der Betrag der Abgabe wird auf 38,85 Euro / Tonne festgesetzt.“.

Art. 28 - Art. 38 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Der Betrag der Abgabe wird auf 55,50 Euro/m³ für die nichtgefährlichen Abfälle, auf 222 Euro/m³ für die gefährlichen Abfälle und 222 Euro/m³ für miteinander gemischte gefährliche und nichtgefährliche Abfälle festgesetzt.

“Der Höchstbetrag der Abgabe wird auf 500.000 Euro festgesetzt.“.

Art. 29 - Art. 40 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Der Betrag der Abgabe wird auf 166,50 Euro / m³ zurückgelassene Abfälle, mit einem Mindestbetrag von 166,50 Euro festgesetzt.

“Der Betrag der Abgabe wird auf 666 Euro / m³ hinterlassene Abfälle, für die nichtgefährlichen Abfälle, mit einem Mindestbetrag von 666 Euro festgesetzt.“.

Art. 30 - Art. 70, § 1 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Für die Abgabepflichtigen, die der Körperschaftssteuer unterliegen, werden die in den Kapiteln II bis V genannten Abgaben für die Steuerjahre 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 und 2014 mit einem Koeffizienten von 0.7 multipliziert.“.

KAPITEL III — Bestimmungen in Sachen stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

Art. 31 - In Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

- wird die Zahl “5000” durch “1000” ersetzt;

- wird die Zahl “50” durch “25” ersetzt.

Art. 32 - In Artikel 5 desselben Dekrets wird die Wortfolge “oder jedes späteren jährlichen Feststellungsprotokolls im Sinne von Artikel 7 § 3, Absatz 2” durch “oder der späteren Feststellungsprotokolle im Sinne von Artikel 7, § 3, Absatz 2, oder, wenn kein Feststellungsprotokoll vorliegt, am Jahrestag der zweiten Feststellung” ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 6 desselben Dekrets wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Der Besteuerungszeitraum ist das Jahr, im Laufe dessen ein zweites in Artikel 7, § 2, Absatz 2 erwähntes Feststellungsprotokoll, durch welches das Bestehen eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes, das in seinem Zustand beibehalten wird, aufgenommen wird, oder die späteren Jahre, während deren das Gelände in seinem Zustand im Sinne von Artikel 2 beibehalten wird.“. ».

Der dritte Absatz wird durch Folgendes ersetzt:

“Die Steuer kann bis zum 30. Juni des Jahres nach dem Besteuerungsjahr in die Heberolle eingetragen werden.“. ».

Art. 34 - In Artikel 7 § 2 desselben Dekrets wird die Zahl “zwölf” durch “neun” ersetzt.

Ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

“Diese zweite Feststellung wird gemäß § 1, Abs. 2 notifiziert“.

§ 3, Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 3. Ab dem Jahrestag des zweiten Feststellungsprotokolls wird davon ausgegangen, dass das Gelände in seinem Zustand im Sinne von Artikel 2 beibehalten wird. Der Steuerpflichtige kann von den in § 1, Abs. 1 genannten Beamten jedoch die Durchführung einer Kontrolle verlangen.“. ».

Art. 35 - In Artikel 9 desselben Dekrets werden die ersten drei Paragraphen durch Folgendes ersetzt:

«§ 1. Die Fälligkeit der Steuer sowie der Ablauf der Verjährung für die Beitreibung dieser Steuer werden für die in § 2 und § 3 genannten Gelände ausgesetzt.

§ 2. Die Gelände, die den Bestimmungen von Kapitel IV des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung unterliegen, dies solange der Inhaber der ihm in Anwendung dieses Dekrets auferlegten Verpflichtungen seinen Verpflichtungen nachkommt.

Die Aussetzung läuft ab dem Jahre, in dem diese Verpflichtungen entstehen.

Sie betrifft die Steuern betreffend die Jahre, während denen diese Verpflichtungen weiter bestehen.

Die Steuern werden erlassen, wenn die Verwaltung in Anwendung von Artikel 67 dieses Dekrets einen Bodenkontrollschein ausstellt.

§ 3. Die neu zu gestaltenden Gebiete, die Gegenstand des in Artikel 169, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie genannten Erlasses sind.

Die Aussetzung läuft ab dem Jahr dieses Erlasses.

Sie betrifft die zum Zeitpunkt des in Abs. 1 genannten Erlasses geschuldeten Steuern, für die ab dem Jahr des Antrags einforderbaren Steuern.

Die Steuern werden erlassen, wenn die Neugestaltung des Gebiets durch den in Artikel 169, § 7 desselben Gesetzbuches festgestellt ist.“.

Ein § 6 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

“§ 6. Die in § 2 und § 3 genannte Aussetzung bleibt erworben, auch wenn die Einhaltung der Verpflichtungen, die sich aus den zwei erwähnten Gesetzesvorschriften ergeben, nicht zur Abschaffung der Besteuerbarkeit des Gebiets im Sinne vorliegenden Dekrets mit sich gebracht hat.“.

Ein § 7 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

„§ 7. Die Feststellung durch den von der Regierung benannten Beamten der Nichtsteuerbarkeit eines Gebiets im Sinne vorliegenden Dekrets führt zu der Befreiung der ausgesetzten Steuern.“.

Art. 36 - Ein Artikel 9bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

„Art. 9bis - Die Gemeinden können zur regionalen Steuer Zuschlagshundertstel erheben.

Diese Zuschlagshundertstel können von den Gemeinden erhoben werden, die jährlich an der Zählung und Aktualisierung der Liste der Gelände teilnehmen, auf die vorliegende Steuer anwendbar sein könnte.“.

KAPITEL IV — Bestimmungen betreffend die Steuern auf Masten, Gittermasten und Antennen

Art. 37 - Es wird von der Wallonischen Region eine jährliche Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen eingeführt, die für die Durchführung, direkt mit der Öffentlichkeit, eines mobilen Telekommunikationsvorgangs durch den Operator eines öffentlichen Telekommunikationsnetzes bestimmt sind.

Art. 38 - Die Steuer wird am 1. Januar des Steuerjahres vom Operator des Mastes, des Gittermastes oder der Antenne geschuldet.

Ist der Operator nicht der Eigentümer des Mastes, Gittermastes oder der Antenne, ist Letzterer gesamtschuldnerisch zur Zahlung der Steuer verpflichtet.

Art. 39 - Der jährliche Grundbetrag der Steuer wird auf 8000 Euro je Standort festgesetzt. Ab dem Steuerjahr 2015 wird dieser Betrag nach folgender Formel indiziert:

Indizierter Betrag = Grundbetrag * (Verbraucherpreisindex vom Januar des Steuerjahres / Verbraucherpreisindex vom Januar 2014).

Unter Standort versteht man das ohne bedeutende Arbeiten untrennbare Ganze, das aus dem Mast, dem Gittermast oder der bzw. den Antennen mit den dazugehörigen Einrichtungen besteht, das von einem oder mehreren Operatoren installiert wurde.

Die Operatoren, die einen Standort teilen, auf den die vorliegende Steuer angewandt wird, sind gesamtschuldnerisch zur Zahlung der Steuer verpflichtet.

Für einen installierten, jedoch nicht effektiv betriebenen Standort, wird der Betrag der Steuer aufgehoben.

Art. 40 - Jeder Steuerpflichtige ist verpflichtet, jedes Jahr bei dem von der Wallonischen Regierung eingerichteten Besteuerungsorgan eine Erklärung abzugeben, in der die Anzahl installierter, allein oder geteilt betriebener Standorte je Gemeinde gemeldet wird.

Art. 41 - Die Erklärung, das Besteuerungsverfahren, die Veranlagungs- und Zahlungsfristen, die Beitreibung und Einspruchsmöglichkeiten werden in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben und seinen Durchführungserlassen bestimmt.

Art. 42 - Es wird den Gemeinden untersagt, eine Steuer für denselben Gegenstand zu erheben.

Gemeindeverordnungen, die eine Steuer für denselben Gegenstand betreffen, werden aufgehoben.

Art. 43 - § 1. In Abweichung von Artikel 42 können die Gemeinden eine Zuschlagsteuer von höchstens hundert Zuschlagshundertsteln zur in Artikel 37 eingeführten Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, die hauptsächlich auf ihrem Gebiet aufgestellt sind, einführen.

§ 2. Die Zuschlagsteuer kann nicht Gegenstand irgend einer Kürzung, Befreiung und Ausnahme sein.

Art. 44 - § 1. Ein Prozent des Ertrags der Zuschlagsteuer wird als Verwaltungskosten einbehalten, bevor der Restbetrag den Gemeinden zugeteilt wird.

§ 2. Die Regierung bestimmt die besonderen Modalitäten für die Zuteilung des Ertrags der Zuschlagsteuer an die Gemeinden.

KAPITEL V - Schlussbestimmungen.

Art. 45 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2014 in Kraft.

Artikel 16 wird auf alle Kaufverträge anwendbar, die ab diesem Datum geschlossen werden.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. Dezember 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Fußnote

(1) *Sitzung 2013-2014*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 4-V a (2013-2014) Nr. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 11. Dezember 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2014

(In Tausend EUR)

Ursprüngliche Schätzungen

Anweisender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	Ursprünglicher Haushalt 2014	
			Pro Artikel	Gesamt
		TITEL I - LAUFENDE EINNAHMEN.		
		Sektor I - Steuerliche Einnahmen		
		Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15 Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt		
HE	36 01 20	Aufgrund des Programmdekrets 1997 erhobene Steuern, Gebühren und Entnahmeabgaben (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz, Abteilung Wasserschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15 und zugunsten des internationalen Solidaritätsfonds für Wasser: Basisartikel 01.04, Programm 13, Organisationsbereich 15)	43.403	
HE	36 01 70	Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung von Abfällen erhobene Abgaben und Gebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Abfallstoffe: Basisartikel 01.01, Programm 13, Organisationsbereich 15)	20.913	
HE	36 02 70	Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2012 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	256	
HE	38 01 50	Aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich bezogene Beträge (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	500	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		65.072 65.072
		Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie		
HE	36 01 90	Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Sanierung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen und von vorrangigen Landschaften): Basisartikel 01.01, Programm 16, Organisationsbereich 03)	100	
NO	36 02 90	(Neu) Steuer auf Windkrafttürme	2.320	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.420 100
		Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17 Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit		
FU	36 01 90	(Neu) Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, die für die Durchführung, direkt mit der Öffentlichkeit, eines mobilen Telekommunikationsvorgangs durch den Operator eines öffentlichen Telekommunikationsnetzes bestimmt sind.	24.000	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		24.000 0
		Allgemeine steuerliche Einnahmen - Organisationsbereich 19 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie		
AN	36 01 40	Einregistrierungsgebühren bei entgeltlicher Übertragung unbeweglicher Güter	917.379	
AN	36 02 40	Einregistrierungsgebühren bei der Bestellung einer Hypothek auf einem in Belgien gelegenen Immobiliengut	83.925	
AN	36 03 40	Einregistrierungsgebühren bei teilweisen oder ganzen Teilungen von in Belgien gelegenen Immobiliengütern, bei entgeltlichen Abtretungen zwischen Miteigentümern von ungeteilten Teilen solcher Güter	19.920	
AN	36 01 60	Kraftfahrzeugsteuer	488.575	
AN	36 02 60	Steuer für die erste Inbetriebnahme eines Fahrzeugs	174.124	
AN	36 03 70	Abgabe auf die Differenz von CO2-Emissionen durch Fahrzeuge, die von einer natürlichen Person in Betrieb genommen werden	0	
AN	36 01 80	Steuer auf verfallene Wohnungen	25	
AN	36 02 90	Steuer auf Spiele und Wetten	19.221	
AN	36 03 90	Spielautomatensteuer	26.019	
AN	36 04 90	Schankkonzessionssteuer	0	
AN	36 05 90	Rundfunk- und Fernsehgebühren	115.000	
AN	36 06 90	Eurovignette	0	
AN	36 07 90	Steuer auf Automaten	20.191	
AN	37 01 00	Immobiliensteuervorabzug	32.659	
AN	37 02 00	Zinsen und Strafgebühren auf regionalen Steuern (Artikel 6 § 5 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001)	16.737	
AN	56 01 50	Einregistrierungsgebühren bei Schenkungen von beweglichen oder unbeweglichen Gütern unter Lebenden	115.955	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 19 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.029.730 0
		<i>Gesamtbetrag für Sektor I Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.121.222 65.172

				Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen		
				Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 10		
DE	16	01	12	Ertrag der Studien und Verkauf von Veröffentlichungen im Bereich der Statistik	0	
DE	16	02	12	Anmeldungsgebühren für durch die Region organisierte Veranstaltungen	0	
DE	38	01	50	Haushaltsfonds in Sachen Lotterie (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Haushaltsfonds in Sachen Lotterie: Basisartikel 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 10)	4.872	
DE	49	01	20	Einnahmen, die von der Französischen Gemeinschaft stammen, als Beteiligung an der Weiterbehandlung des bereichsübergreifenden strategischen Plans 2 "Entwicklung des Arbeitskräftepotentials, der Kenntnisse und des Know-hows"	0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 10</i>		4.872
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		4.872
				Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 11		
NO	11	01	11	Rückzahlungen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Gehälter, Zulagen und Soziallasten der Bediensteten des ÖDW	1.500	
NO	11	02	11	Rückzahlung an das ÖDW der Gehälter und Zulagen des "Centre de Recherche Agronomique" (Zentrum für agronomische Forschung) von Gembloux	0	
NO	11	03	11	Rückzahlung an den Öffentlichen Dienst der Wallonie der Gehälter und Zuwendungen der Bezirkseinknehmer	9.000	
NO	11	01	40	Beitrag des Personals des ÖDW im Ankauf von Essensgutscheinen	50	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 11</i>		10.550
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 12		
				Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie		
AN	06	01	00	Verschiedene Erträge	4.900	
AN	06	02	00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen	4.300	
AN	08	01	10	Rückerstattung der Beträge hinsichtlich der durch die Kontrollorgane der Region bei den den Gesetzen vom 10. Juni 1937 und 16. März 1954 unterworfenen Einrichtungen öffentlichen Interesses und bei den sonstigen pararegionalen Einrichtungen getätigten Ausgaben	0	
AN	12	01	11	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer, die über Geldvorschüsse verfügen	3.827	
AN	16	03	12	Beitreibung der Summen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Material und Dienstleistungen für den Betrieb der Verwaltungen, mit Inbegriff des Verkaufsertrags der nicht mehr benutzten Güter	40	
AN	16	04	12	Erlös aus dem Verkauf von kurzlebigen Gütern und von Dienstleistungen.	700	
AN	16	05	12	Laufende Einnahmen infolge der Verwaltung des Regionalvermögens	0	
AN	16	06	12	Mieterlös von nicht spezifischen Gütern	600	
AN	26	01	10	Anlagezinsen	0	
AN	27	01	30	Ertrag der Geschäfte bezüglich überschüssiger Anleiheausgaben	0	
AN	38	01	00	Beitreibung der mit Streitsachen verbundenen Schuldforderungen	700	
AN	38	01	10	Abhebung der Kauttionen und Ertrag der Kauttionen nach Konkursen	50	
AN	38	02	10	Ertrag der Abzüge und Geldstrafen wegen Verzögerung, die von Auftragnehmern zu zahlen sind	100	
AN	46	01	40	Beitrag des "Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne" (Fonds zur Angleichung der Haushaltspläne der Wallonischen Region)	0	
AN	49	02	20	Von der französischen Gemeinschaft übertragene Mittel	342.466	
AN	49	03	20	Von der französischen Gemeinschaft zusätzliche übertragene Mittel	0	
AN	49	04	20	Von der französischen Gemeinschaft übertragene Mittel.- Endgültige Abrechnung des vorherigen Haushaltsjahres	561	
AN	49	05	20	Außergewöhnliche Dotation der Französischen Gemeinschaft	0	
AN	49	01	41	Rückständige Beträge, die die Regie der Gebäude der Region schuldet	0	
AN	49	02	41	Dotation der Föderalbehörde f.d. Gruppe Spiele und Wetten	3.296	
AN	49	04	41	(Neu) Föderale Dotation Kfz-Verkehrssteuer / Inbetriebsetzungssteuer	6.085	
AN	49	01	42	Zugebilligter Anteil der Steuern natürlicher Personen	3.765.694	
AN	49	02	42	Zugebilligter Anteil der Steuern natürlicher Personen - Endgültige Berechnung des vorherigen Haushaltsjahres	0	
AN	49	01	43	Steuerermäßigungen	10	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>		4.133.329
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 16		
				Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie		
AN	28	01	30	Ertrag der Gebühr in Verbindung mit der Organisation des Elektrizitäts- und Gasmarkts	0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16</i>		0
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 17		
				Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit		
AN	49	03	41	Rückerstattung des Anteils der Föderalen Regierung im Rahmen der Konventionen "erster Arbeitsplatz"	6.862	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17</i>		6.862
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				<i>Gesamtbetrag für Sektor II</i>		4.155.613
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		4.872
				Sektor III - Einnahmen besonderer Art		
				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12		
				Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie		
AN	21	01	10	Rückerstattung der zuviel geleisteten Provisionszahlungen für Schuldzinsen	0	
AN	26	01	10	Diskrepanz zwischen den Zinssätzen der von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) für die Finanzierung der Tätigkeitsprogramme 1986 und 1987 aufgenommenen Anleihen	611	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>		611
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0

		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 13			
		Straßen und Gebäude			
NO	11	01	11	Rückzahlungen im Zusammenhang mit der Übernahme der Entlohnungen, Zulagen und Soziallasten des Personals der durch das Fonds der technischen Studien finanzierten Studienbüros	0
CD	16	01	11	Einnahmen infolge der externen Dienstleistungen der Studienbüros des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (für den Fonds der technischen Studien zweckbestimmte Einnahmen: Basisartikel 01.03, Programm 03, Organisationsbereich 13)	700
CD	16	01	12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern	220
MA	28	01	10	Mit dem Betrieb der Telekommunikationsnetze verbundene Einnahmen	63
CD	28	02	10	Gebühren bezüglich des Betriebs der am Wegenetz gelegenen Nebenanlagen	0
AN	36	01	90	(Abgeändert) Haushaltsfonds zur Förderung und Entwicklung der Pferdesporttätigkeit (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds zur Förderung und Entwicklung der Pferdesporttätigkeit: Basisartikel 01.01, Programm 11, Organisationsbereich 13)	800
CD	36	02	90	Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Straßen- und Autobahnnetz der Region- Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Fernstraßen und Autobahnen (zweckgebundene Einnahmen für den Maut- und Havariefonds: Basisartikel 01.01, Programm 02, Organisationsbereich 13)	67.469
CD	39	01	10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Straßen	0
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 13</i>	69.252
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	68.969
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 14			
AN	06	01	00	Einnahmen infolge der Aktivität der Flugplätze	0
CD	16	02	11	Einnahmen aus den Aktivitäten der regionalen Staudämme	100
HE	16	02	12	Ertrag der Vermietung des durch die Transportverwaltung verwalteten Eigentums	77
HE	16	03	12	Einnahmen infolge der Abonnements für Schülertransport	0
CD	16	04	12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern	122
CD	28	03	10	Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Wasserwegenetzes - Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Wasserwege.- (zweckgebundene Einnahmen für den Verkehrs- und Havariefonds: Basisartikel 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 14)	2.000
HE	38	01	30	Einnahmen infolge der Rückerstattung der an den Fahrzeugen für Schülertransport verursachten Schäden	5
CD	39	02	10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Wasserwege	0
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 14</i>	2.304
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	2.000
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15			
HE	06	02	00	Erträge aus der Verwaltung der Treibhausgasemissionszertifikate kraft des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto, abgeändert durch das Dekret vom 2006. Juni 22 (Dem Wallonischen Kyoto-Fonds zugeteilte Einnahme: Basisartikel 01.02, Programm 13, Organisationsbereich 15)	0
CD	16	03	11	Einnahmen aus dem Vertrieb von forstwirtschaftlichen Erzeugnissen	180
CD	16	04	11	Einnahmen der forstwirtschaftlichen Forschungsstation	0
CD	16	05	11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes der ehemaligen "Gruerie d'Arlon" (Staatsforstgesetz vom 26. Juli 1952, Artikel 7) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Wälder der ehemaligen "Gruerie d'Arlon": Basisartikel 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 15)	184
CD	16	06	11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes von Herbeumont (Staatsforstgesetz vom 1e.Juli 1983, Artikel 1er16) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung des Waldes von Herbeumont: Basisartikel 01.03, Programm 11, Organisationsbereich 15)	98
CD	16	07	11	Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen und des aufgesehenen Holzes	9.740
CD	16	08	11	Anteil der Region am Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen in den ungeteilten Wäldern	1.020
CD	16	05	12	Ertrag aus dem Verkauf von Wildbret und Beiträge der Gäste bei den Königlichen Jagden	60
CD	16	01	20	Regiedienstleistungen und Überwachung der Wälder	6
CD	26	02	10	Von Schuldner der Flurbereinigungsausschüsse, denen eine verteilte Rückzahlung des Rechnungssaldos bewilligt worden ist, gezahlte Ertragszinsen	31
CD	28	01	30	Erträge infolge des Eigentums der im Rahmen der Bodenpolitik erworbenen Immobiliengüter	120
CD	28	02	30	Ertrag aus der Verpachtung der Jagdberechtigung	1.650
CD	31	01	32	Rückzahlung von Zuschüssen und Vorschüssen im Rahmen von wissenschaftlichen und technischen Forschungsprogrammen oder -projekten	0
CD	31	02	32	Einnahmen infolge der Haushaltsregelung (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds "S.I.G.E.C"). : Basisartikel 01.04, Programm 04, Organisationsbereich 15)	319
CD	31	03	32	Pauschalentlohnungen im Zusammenhang mit dem Informationsnetz "landwirtschaftliche Buchführung"	71
CD	31	04	32	Rückerstattung der von der regionalen Zahlstelle geleisteten, nicht geschuldeten Betriebszuschüsse	591
CD	36	03	90	Gebühren und Entlohnungen infolge des Dekrets vom 18. Dezember 2003 (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds für die Gesundheit und die Qualität der Tiere und Tiererzeugnisse: Basisartikel 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 15)	617
CD	37	01	70	Anteil der Region am Ertrag der Angel-, Jagd- und Fangjagdscheine und der diesbezüglichen Prüfungen	3.755
HE	37	02	70	Aufgrund Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen erhobene Aktengebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	200
HE	38	01	10	Ertrag aus den Beteiligungen der Verteiler, der zugelassenen Klärungseinrichtungen und der SPGE auf freiwilliger Basis und aus verschiedenen Spenden und Vermächtnisse an den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser (zweckgebundene Einnahmen für den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser: Basisartikel 01.04, Programm 13, Organisationsbereich 15)	1
HE	38	01	50	Bezogene Einnahmen im Rahmen der Beteiligung seitens der Stelle, die mit der Rücknahmepflicht von Haushaltsabfällen beauftragt ist, in Anwendung von Artikel 13 §1, 2° des Kooperationsabkommens vom 4. November 2008 über das Zusammenarbeitsabkommen über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basisartikel 01.01, Programm 13, Organisationsbereich 15)	1.915
CD	39	03	10	Beteiligung der EWG im Rahmen der Beihilferegelungen zugunsten der Landwirte	29
HE	49	01	10	Rückzahlung der im Rahmen von europäischen Projekten bewilligten Vorschüsse betreffend den durch die EWG mitfinanzierten Teil (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	1.668
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15</i>	22.255
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	5.002

				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16		
NO	26	03	10	Zinsertrag der betreibbaren Vorschüsse und Beteiligung an den Gewerbeerträgen von Unternehmen in Sachen allgemeiner Energiepolitik	0	
NO	26	04	10	Zinsertrag der betreibbaren Vorschüsse in Sachen Wohnungswesen	475	
HE	28	04	10	Gebühren in Sachen Straßenbaugenehmigungen	0	
NO	28	01	20	Ausgeschüttete Dividende aus der Kapitalbeteiligung der Region in den anerkannten Wohnungsbaugesellschaften	0	
NO	34	01	41	Von der Gesellschaft, bei der eine Einkommensverlustversicherung abgeschlossen wurde, zugunsten der Region überwiehene	124	
NO	36	04	90	Einnahmen aus den in Artikel 13ter des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten administrativen Geldbußen und aus den in Artikel 190, §3 desselben Gesetzbuches erwähnten Strafen (zweckgebundene Einnahmen für den regionalen Fonds für Ersatzwohnungen: Basisartikel 01.01, Programm 12, Organisationsbereich 16)	50	
NO	36	05	90	Einnahmen aus den kraft der Artikel 200bis und 200ter des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingezogenen Geldbußen	100	
NO	38	02	10	Ertrag aus verschiedenen Geldstrafen und Gebühren in Zusammenhang mit der Organisation des Elektrizitäts- und Gasmarkts und dem Fonds kraft gesetzlicher, verordnungsmäßiger oder durch Übereinkommen vereinbarter Bestimmungen zugewiesene Mittel für die Finanzierung der gemeinnützigen Verpflichtungen im Elektrizitäts- und Gasmarkt (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für Energie: Basisartikel 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 16)	13.500	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16</i>		14.249
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		13.550
				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17		
				Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit		
TI	11	02	11	Mit der Übernahme der Vergütungen des Personals der psychiatrischen Krankenhäuser verbundene Rückerstattungen	0	
TI	39	04	10	Rückzahlung Europäischer Mitfinanzierung	0	
FU	48	01	00	Beitrag der Provinzen, Gemeinden und ÖSHZ zur Hilfe für die Geschädigten in Süd- und Südostasien	0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17</i>		0
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 18		
				Unternehmen, Beschäftigung und Forschung		
MA	16	09	11	Beratungsverträge	12	
MA	16	10	11	Miete von Industriegebäuden in Anwendung von Artikel 42 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung	454	
MA	26	05	10	Zinsertrag der betreibbaren Vorschüsse und der Obligationsdarlehen, die den Unternehmen im Rahmen ihrer Entwicklung und Umstrukturierung bewilligt werden.	0	
MA	26	06	10	Zinsertrag der betreibbaren Vorschüsse : Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	39	
MA	27	01	10	Beteiligung an den Gewerbeerträgen von öffentlichen oder privaten Unternehmen	3.500	
MA	31	05	32	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	0	
MA	31	06	32	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	200	
MA	31	07	32	Beitreibung von Beschäftigungsprämien aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung	5	
MA	38	01	20	Beiträge im Zusammenhang mit der Gewährung regionaler Garantien	0	
AN	49	01	41	Zusätzliche Finanzierungsmittel des Programms zur Arbeitswiederbeschaffung für Arbeitslose (Artikel 35 des Finanzierungsgesetzes, königlicher Erlass vom 19. Januar 2000 und Gesetz vom 13. Juli 2001 (St Polycarpe))	182.235	
MA	49	02	41	Zusätzliche Mittel, die vom Föderalstaat im Rahmen der Finanzierung des Sozialwirtschaftssektors erteilt werden	5.231	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 18</i>		191.676
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				<i>Gesamtbetrag für Sektor III</i>		300.347
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		89.521
				<i>Gesamtbetrag für TITEL I</i>		6.577.182
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		159.565
				TITEL II - KAPITALEINNAHMEN		
				Sektor I - Steuerliche Einnahmen		
				Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 19		
AN	56	02	50	Erbsschaftssteuer und Übertragungssteuer von Todes wegen	737.907	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 19</i>		737.907
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
				<i>Gesamtbetrag für Sektor I.</i>		737.907
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0

		Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen			
		Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 10			
AN	06 01 00	Verschiedene Einnahmen		100	
AN	06 02 00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen		140	
AN	73 01 10	Beitreibung der getätigten Kosten für Arbeiten und Enteignungen für Rechnung von Drittpersonen		0	
AN	74 01 22	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer des ÖDW, die über Geldvorschüsse verfügen		400	
AN	76 01 12	Ertrag aus dem Verkauf von nicht benutzten Landentnahmen		4.000	
AN	76 01 32	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien		700	
NO	76 02 32	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien infolge der Immobilienverwaltung der Gebäude und der Niederlassungen		0	
NO	77 01 20	Ertrag aus dem Verkauf von anderen Vermögensgütern		0	
AN	77 02 20	Erlös aus dem Verkauf von nicht mehr benutzten oder außer Betrieb genommenen langlebigen beweglichen Gütern		200	
					5.540
					0
					5.540
					0
		Sektor III - Einnahmen besonderer Art			
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12			
		Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie			
NO	06 01 00	Einnahmen aus der energetischen Immobilienverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (Zweckgebundene Einnahmen für den Fonds der energetischen Immobilienverwaltung: Basisartikel 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 12)		20	
AN	96 01 10	Diskrepanz bezüglich der Tilgung zwischen den von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft)		2.456	
					2.476
					20
		Gesamtbetrag für Organisationsbereich 14			
HE	16 01 11	Außergewöhnliche Einnahmen in Sachen Schülertransport		58	
HE	57 01 20	Rückzahlung durch die SRWT der Mehrbeträge und des Erlöses aus dem Verkauf von Immobiliengütern		0	
AN	69 01 41	Beteiligung des Staates an Investitionen zugunsten der Flughäfen und Flugplätze		0	
					58
					0
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15			
		Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt			
CD	76 01 32	Erträge infolge des Verkaufs und der Zuweisung von Immobiliengütern (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds für die Bodenpolitik) Basisartikel 01.02, Programm 12, Organisationsbereich 15)		495	
CD	86 01 70	Erträge infolge der Beitreibung von Beträgen, die von den Eigentümern, Nießbrauchern und Betreibern nach den Flurbereinigungsmaßnahmen geschuldet werden		633	
CD	86 02 70	Erträge infolge der Beitreibung der Vorschüsse, die für technische Ausgaben in Zusammenhang mit der Anwendung der Gesetzgebung über die Flurbereinigung bewilligt worden sind		800	
					1.928
					495
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16			
		Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie			
NO	51 01 12	Rückerstattung der den öffentlichen und privaten Organismen gewährten Zuschüsse in Sachen Wohnungsbau		0	
NO	53 01 10	Rückerstattung der den Privatpersonen gewährten Wohnungsbaubehilfen		1.000	
HE	76 01 12	Erträge aus dem Verkauf von stillgelegten Industriegeländen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Erneuerung der wallonischen Industriegebiete: Basisartikel 51.05, Programm 03, Organisationsbereich 16)		100	
NO	76 02 32	Ertrag aus dem Verkauf der durch die ehemalige SDRW gebauten Wohnungen		0	
NO	86 01 10	Rückzahlung von betreibbaren Vorschüssen in Sachen Wohnungswesen		3.000	
HE	87 01 20	Rückzahlung von betreibbaren Vorschüssen, die für den Abbruch von Immobilien bewilligt wurden, die in Übertretung der Bestimmungen des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung und den Städtebau errichtet worden sind		2	
NO	87 02 20	Rückerstattung von Vorschüssen im Rahmen der Ecopack-Regelung (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds bezüglich der Ecopack-Regelung): Basisartikel 01.01, Programm 41, Organisationsbereich 16)		4.000	
					8.102
					4.100
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17			
		Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit			
TI	86 02 10	Rückzahlung von den psychiatrischen Krankenhäusern gewährten betreibbaren Vorschüssen		0	
					0
					0

		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 18			
		Unternehmen, Beschäftigung und Forschung			
MA	51 02 12	12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	1.200	
MA	51 03 12	12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	2.500	
MA	86 03 10	10	Ertrag bei Beteiligungsverzicht und Rückzahlung der bewilligten Mittel im Rahmen der Entwicklung und der Umstrukturierung der Betriebe	0	
MA	86 04 10	10	Rückerstattung bewilligter Mittel und beizureicher Vorschüsse: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	0	
MA	86 05 10	10	Fonds für industrielle Erneuerung (zweckgebundene Einnahmen für den FRI : Basisartikel 51.07, Programm 02, Organisationsbereich)	0	
MA	86 06 10	10	Ertrag bezüglich der Durchführung eines Luftfahrtprogramms	0	
NO-MA	86 03 70	70	Einnahmen in Anwendung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie: Basisartikel 01.01, Programm 34, Organisationsbereich 18)	17.000	
			<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 18</i>		20.700
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		17.000
			<i>Gesamtbetrag für Sektor III</i>		33.264
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		21.615
			<i>Gesamtbetrag für TITEL II</i>		776.711
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		21.615
			TITEL III - ERTRÄGE DER DARLEHEN		
			Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen		
			Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12		
			Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie		
AN	96 01 10	10	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in Euro	0	
AN	96 01 20	20	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in ausländischer Währung	0	
			<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>		0
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
			<i>Gesamtbetrag für Sektor II</i>		0
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
			<i>Gesamtbetrag für TITEL III</i>		0
			<i>ALLGEMEINER GESAMTBETRAG</i>		7.353.893
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		181.180
			<i>Gesehen, um dem Dekretentwurf beigefügt zu werden</i>		

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2013/27266]

11 DECEMBER 2013. — Decreet houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 2014, worden de lopende ontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 6.577.182.000 euro, overeenkomstig Titel I van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 2014, worden de kapitaalontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 776.711.000 euro, overeenkomstig Titel II van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 3. De belastingen en taksen geïnd ten bate van het Gewest die op 31 december 2013 bestaan, zullen worden ingevorderd tijdens het jaar 2014, overeenkomstig de wetten, decreten en tarieven die de grondslag en de inning daarvan regelen.

Art. 4. § 1. De Minister van Begroting en Financiën wordt gemachtigd tot dekking, door leningen die zowel in België als in het buitenland mogen worden uitgegeven, in euro of in vreemde valuta :

1° van de financiering van de begrotingsuitgaven niet gedekt door de begrotingsontvangsten;

2° van de terugbetaling van de nog niet afgeschreven leningen en obligaties van in Belgische frank of in vreemde valuta uitgeschreven leningen waarvan de eindtermijn in 2014 is vastgesteld;

3° van de vervroegde gehele of gedeeltelijke terugbetaling van in euro of in vreemde valuta uitgeschreven leningen, overeenkomstig de bepalingen van de ministeriële emissiebesluiten of leningsovereenkomsten;

4° van de verrichtingen van dagelijks beheer van de Schatkist of van de in het belang van de Schatkist verwezenlijkte verrichtingen van financieel beheer, met inbegrip van de voor hun goede afloop nodige beleggingen.

§ 2. De Minister van Begroting en Financiën wordt ertoe gemachtigd, met instemming van de houders en overeenkomstig de marktvoorwaarden, bestaande leningen geheel of ten dele om te zetten in leningen van het type "Thesauriebepalingen op lange termijn" en de termijn ervan aan te passen.

Art. 5. De Minister van Begroting en Financiën is gemachtigd :

1° tot het scheppen van thesauriebewijzen of van andere financieringsmiddelen die interest opbrengen, ten belope van het bedrag van de af te sluiten leningen, zowel in België als in het buitenland, in euro of in vreemde valuta;

2° tot uitvoering van elke verrichting van dagelijks beheer van de Schatkist of van elke verrichting van financieel beheer die verwezenlijkt wordt in het algemeen belang van de Schatkist, met inbegrip van het afsluiten van beleggingsovereenkomsten die voor hun goede afloop noodzakelijk zijn en met inachtneming van het voorzichtigheidsprincipe;

3° tot aanpassing van de terugbetalingsvoorwaarden en -termijnen, met instemming van de uitleners, wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven privé-leningen;

4° tot uitvoering van de in artikel 7, tweede lid, bepaalde financiële beheersverrichtingen wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven leningen.

Art. 6. De voorlopige uitgaven inzake de samenstelling van activa (openbare leningen en thesauriebewijzen op lange termijn) en de bijkomende kosten, alsook de ontvangsten voortvloeiend uit de tegeldemaking van deze samengestelde activa, de bijkomende uitgaven en de ontvangsten die eruit voortvloeien kunnen geboekt worden op speciaal daartoe geopende bankrekeningen bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, als wettelijk gevolg van het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

De samengestelde activa kunnen ook ingeschreven worden op bijzondere effectenrekeningen die daartoe namens de Waalse Schatkist geopend zijn bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, die wettelijk voortkomt uit het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

Art. 7. De Minister van Begroting en Financiën is ertoe gemachtigd volgende inkomsten af te trekken van de leningslasten van Wallonië :

1° de inkomsten van de in het kader van de beheersverrichtingen van de Schatkist waarvan sprake in artikel 5, 1° en 2°, belegde opbrengsten van leningen in euro;

2° de aan het Waalse Gewest toegewezen inkomsten of kapitalen ten gevolge van beheersverrichtingen van de Schatkist inzake interestswap, arbitrages, risicodekkingen zoals de opties of andere verrichtingen verwezenlijkt door middel van leningen van Wallonië en om de financiële lasten ervan te verlagen.

Art. 8. De thesauriesaldi van de vorige "OWDR" kunnen bestemd worden voor artikel 76.02 van afdeling 15 (Fonds inzake grondbeleid).

Art. 9. § 1. Er wordt een heffing afgenomen voor de financiering van de kosten opgelopen door de "CWaPE" voor de uitvoering van het mechanisme van groene certificaten bedoeld in artikel 37 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

§ 2. De heffing is verschuldigd door de producenten van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling die bij de "CWaPE" een verzoek indienen voor de toekenning van groene certificaten voor installaties met een nominaal vermogen hoger dan 10 kilowatts (kW).

§ 3. De heffing is verschuldigd per megawattuur (MWh) waarvan een indexmeting, meegedeeld aan de "CWaPE" vanaf 1 januari 2014, de productie bevestigt en die in aanmerking komt voor de toekenning van de groene certificaten. Het tarief per eenheid van de heffing, in euro per megawattuur (euro/MWh), is gelijk aan de waarde van een breuk, waarvan de teller gelijk is aan 1.800.000 euro en de noemer het geschatte aantal MWh is, die door de verschuldigde producenten tussen 1 januari 2014 en 31 december 2014 worden gegenereerd.

Art. 10. § 1. De "CWaPE" schat de elektriciteitsproducties uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling van de verschuldigten, in functie van de technische kenmerken van de installaties, van de historische gegevens en van externe elementen die de productie beïnvloeden.

De "CWaPE" berekent het tarief per eenheid van de heffing voor 2014 op basis van de aldus geraamde totale productie. Dit tarief is van toepassing op alle verschuldigten op een eenvormige wijze.

De "CWaPE" maakt het tarief van de heffing bekend.

Art. 11. De producent betaalt de heffing binnen de twee maanden na het versturen van de facturen. Onder voorbehoud van materiële fouten, maakt het uitstel van de betaling de tegoeden op een effectenrekening van deze producent bij de "CWaPE" van rechtswege onbeschikbaar. De "CWaPE" wordt ertoe gemachtigd om de terugvordering van de heffing bij wanbetalende schuldenaars verder te zetten.

Deze heffing is ten laste van de verschuldigde producenten van groene elektriciteit in de zin van artikel 9 en mag niet worden verhaald op de consumenten.

Art. 12. In artikel 97 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wordt het tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, respectievelijk gewijzigd bij de decreten van 19 december 2012 en 19 september 2013, vervangen als volgt:

"In afwijking van het eerste lid, wordt de belasting verschuldigd voor de personenauto's en de auto's voor dubbel gebruik die in het Waalse Gewest in gebruik worden genomen, met uitzondering van degenen die in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door maatschappijen, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten, bedoeld bij artikel 94, 1°, wegens twee bestanddelen:

- de eerste op grond van het vermogen van de motor uitgedrukt, hetzij in fiscale paardenkracht, hetzij in kilowatt;
- de tweede, "ecomalus" genoemd, naar gelang van de categorie CO₂-emissies van het autovoertuig dat in gebruik wordt genomen."

Art. 13. In Titel V, hoofdstuk IV, Afdeling I, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, wordt de titel vervangen door wat volgt:

“Afdeling I – Bedrag van de belasting voor de personenauto’s en de auto’s die in het Waalse Gewest in gebruik worden genomen, met uitzondering van die welke in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door maatschappijen, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten, bedoeld bij artikel 94, 1°.”.

Art. 14. Artikel 97bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en respectievelijk gewijzigd bij de decreten van 19 december 2012 en 19 september 2013, wordt vervangen als volgt:

“Art. 97bis. § 1. Voor de personenauto’s en de auto’s die in het Waalse Gewest in gebruik worden genomen, met uitzondering van degenen die in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door maatschappijen, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten, bedoeld bij artikel 94, 1°, in deze afdeling “autovoertuigen” genoemd, bestaat het bedrag van de belasting uit het totaalbedrag van de twee bestanddelen genoemd in artikel 97, tweede lid.

§ 2. Het eerste bestanddeel van de belasting verschuldigd voor de autovoertuigen wordt berekend overeenkomstig artikel 98.

§ 3. Het tweede bestanddeel van de belasting verschuldigd voor de autovoertuigen, “ecomalus” genoemd, wordt berekend overeenkomstig de artikelen 97quater en 97quinquies.”.

Art. 15. In artikel 97ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 1 juli 2010, bevestigd bij decreet van 10 november 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in 1°, derde lid, eerste streepje, wordt het bedrag “195” vervangen door het bedrag “205”;
- b) in 1°, derde lid, tweede streepje, wordt het bedrag “186” vervangen door het bedrag “196”;
- c) in 2°, eerste lid, wordt het bedrag “150” vervangen door het bedrag “140”.

Art. 16. In artikel 53ter, in paragraaf 1, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij de decreten van 10 december 2009, 10 mei 2012 en 19 september 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in het eerste lid, worden de bedragen “200.000 EUR” en “191.000 EUR” respectievelijk vervangen door de bedragen “160.000” en “150.000”;
- b) in het tweede lid, wordt het jaar “2011” vervangen door het jaar “2015”;
- c) in het derde lid, wordt het jaar “2010” vervangen door het jaar “2014”.

Art. 17. Overeenkomstig artikel 6, 3° van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, kan de invordering van de niet-fiscale ontvangsten door de ontvanger opgegeven worden wanneer de kosten van de invordering hoger is dan het bedrag van het vastgestelde recht.

Art. 18. Artikel 253, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij de decreten van 6 december 2001 en 22 oktober 2003, wordt vervangen door wat volgt:

« 5° de onroerende goederen gelegen in het Waalse Gewest en opgenomen in de omtrek van een Natura 2000-gebied, van een natuurreservaat of een bosreservaat of opgenomen in de omtrek van een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk en onderworpen is aan de primaire beschermingsregeling; ».

Art. 19. Artikel L4211-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld als volgt:

“ § 5. Vanaf de gemeente- en provincieraadsverkiezingen van 2012, zullen de uitgaven die bij de paragrafen 2 en 4 ten laste van Wallonië worden gebracht, alsook de uitgaven in verband met de technische upgradering van de toestellen en de administratieve kosten eigen aan de begeleiding gedurende het verkiezingsproces, door de gemeenten die ervan gebruik hebben gemaakt, worden terugbetaald na het afsluiten van de verkiezingen overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de Regering, ten belope van het bedrag dat de kosten van de manuele stemming overschrijdt.”.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende afval

Art. 20. Artikel 5 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en –valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt vervangen door wat volgt:

« § 1. Het bedrag van de belasting op het storten van huisafval in “C.E.T.” wordt vastgelegd op 68,82 euro/ton voor ongevaarlijke afval en op 74,37 euro/ton voor gevaarlijke afval.

§ 2. Als afvalstorting in “C.E.T.” niet toegelaten is door de regelgeving of door een administratieve machtiging, wordt het bedrag van de belasting vastgelegd op 166,50 euro/ton, met een minimum van 166,50 euro voor ongevaarlijke afval en op 666 euro/ton, met een minimum van 666 euro voor gevaarlijke afval.”.

Art. 21. In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen door wat volgt:

“Het bedrag van de belasting wordt verminderd als volgt :

1° 25 euro/ton als het gaat om resten van behandeling door verbranding, om vliegias uit thermische centrales, niet inert gietzand en resten van de behandeling van afval uit de productie of de vervaardiging van gietijzer en staal;

2° 18 euro/ton als het gaat om afval uit de behandeling door inertage of stabilisering;

3° 16 euro/ton als het gaat om niet-inerte resten van glasrecyclingseenheden die gebruik maken van selectief ingezameld glas voor de productie van nieuw glas;

4° 15 euro/ton als het gaat om afval uit de afbraak van autowrakken en schroot

5° 3 euro/ton als het gaat om andere afval dan die bedoeld in 10°, voortgebracht door grondsaneringsverrichtingen goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf wanneer andere beheersprocessen dan uitgraving en storting in centra voor technische ingraving volgens de Dienst enorme uitgaven zouden teweegbrengen of niet toegepast zouden kunnen worden;

6° 3 euro/ton als het gaat om resten en andere verontreinigde gronden uit vergunde grondsaneringscentra dan die bedoeld in 10°;

7° 3 euro/ton als het gaat om afval uit de vervaardiging van glasvezels, stoffen uit de bedding, oevers en bijbehorende kunstwerken van waterlopen en -vlakken, afval uit de behandeling van water om het drinkbaar te maken, afval van ijzeroxide uit de zinkproductie, gekend onder de naam jarosiet en goethiet, en ganggesteente van mangaanerts uit de productie van mangaanzouten en -oxiden;

8° 3 euro/ton als het gaat om afval die fosfogips, slib van sodafabrieken, slib van de zuivering van zoutoplossingen van minerale stoffen en mijnafval bevat;

9° 3 euro/ton als het gaat om slib of vaste resten van de vervaardiging van gerecycleerde papierbrij uit bedrijven die papier- en kartonafval gedeeltelijk of geheel als grondstof gebruiken voor de productie van nieuw papier en karton;

10° 0,25 euro/ton als het gaat om :

- gronden die in aanmerking komen voor "C.E.T." van klasse 3 of klasse 5.3;
- inert afval uit kringloopcentra, met inbegrip van gezeefd afval die in aanmerking komen voor "C.E.T." van klasse 3 met een granulometrie van hoogstens 40 mm voor zover ze minder dan:

a) 1% niet-steenachtige stoffen bevatten, zoals gips, rubber, isolatiemateriaal, dakbedekkingsmateriaal;

b) 5% organisch materiaal bevatten, zoals hout, plantenresten;

c) 15% niet-natuurlijke steenachtige stoffen bevatten met afmetingen tussen 2 en 40 mm;

11° 0 euro/ton als het gaat om :

- afval die asbestvezels bevat;

- gronden die in aanmerking komen voor "C.E.T." van klasse 3 of klasse 5.3 die worden gebruikt als eindafdekking en voor het herstel van de centra voor technische ingraving;

- valoriseerbare afval gebruikt in "C.E.T." als vervangingsmiddelen voor producten of uitrustingen die nodig zijn voor de exploitatie en de sanering van een "C.E.T.", overeenkomstig de exploitatievergunning of de milieuvergunning.

Art. 22. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

« § 1. Het bedrag van de belasting op verbranding van ongevaarlijke afval met warmteterugwinning wordt op 8,99 euro/ton vastgelegd.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning wordt het bedrag bedoeld in het vorige lid op 55,50 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de afvalverbranding niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 166,50 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 166,50 euro.".

Art. 23. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

« § 1. Het bedrag van de belasting op verbranding van ongevaarlijke afval met warmteterugwinning wordt op 26,64 euro/ton vastgelegd.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning wordt het bedrag bedoeld in het vorige lid op 66,60 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de afvalverbranding niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 666 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 666 euro.".

Art. 24. In artikel 12 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

In afwijking van de artikelen 10, § 1, en 11, § 1, wordt het bedrag van de belasting op verbranding van afval uit grondsaneringshandelingen die zijn goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf op 2 euro/ton vastgelegd in geval van warmteterugwinning en op 3 euro/ton zonder warmteterugwinning.".

Art. 25. In artikel 16 van hetzelfde decreet, wordt paragraaf 1, eerste lid, vervangen als volgt:

"§ 1. Het bedrag van de belasting op coverbranding van gevaarlijke afval wordt op 7,49 euro/ton vastgelegd.

In afwijking van het vorige lid, wordt het bedrag van de belasting op coverbranding van gevaarlijke afval uit grondsaneringshandelingen die zijn goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf op 0,50 euro/ton vastgelegd.

Het bedrag van de belasting verschuldigd overeenkomstig het eerste lid wordt met 30% verminderd voor afvalstoffen die medeverbrand worden op de plaats waar ze geproduceerd worden als de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn:

1° de afvalstoffen worden door hun producent medeverbrand in een installatie die voldoet aan de geldende milieuvoorschriften betreffende coverbranding van afval;

2° de coverbrandingsinstallatie is hoofdzakelijk bestemd voor het beheer van die afvalstoffen.

§ 2. Als de coverbranding van gevaarlijke afvalstoffen niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 666 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 666 euro.".

Art. 26. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 166,50 euro/ton afval.".

Art. 27. Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 38,85 euro/ton afval.".

Art. 28. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 55,50 euro/m³ voor ongevaarlijke afvalstoffen, op 222 euro/m³ voor gevaarlijke afvalstoffen en op 222 euro/m³ voor gemengde gevaarlijke en ongevaarlijke afvalstoffen.

Het bedrag van de belasting wordt beperkt tot 500.000 euro.".

Art. 29. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 166,50 euro/m³ achtergelaten afval, met een minimum van 166,50 euro.

Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 666 euro/m³ achtergelaten afval, voor ongevaarlijke afvalstoffen, met een minimum van 666 euro.”.

Art. 30. Artikel 70, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

“Voor de belastingplichtigen onderworpen aan de belasting van vennootschappen worden de belastingen bedoeld in de hoofdstukken II tot V voorzien van een coëfficiënt 0.7 voor de boekjaren 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 en 2014.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende afgedankte bedrijfsruimten*

Art. 31. In artikel 2 van het decreet van 27 mei tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten:

- wordt het getal 5.000 vervangen door het getal 1.000;
- wordt het getal 50 vervangen door het getal 25.

Art. 32. In artikel 5 van hetzelfde decreet, worden de woorden “of van elke zoals in artikel 7, § 3, tweede lid, bedoelde jaarlijkse vaststelling die later dan eerstgenoemde vaststelling plaatsvindt” vervangen door de woorden “of van de latere vaststellingen bedoeld in artikel 7, § 3, tweede lid, of, bij gebrek aan vaststelling, op de verjaardagdatum van de tweede vaststelling”.

Art. 33. In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“ Het belastbare tijdperk is het jaar waarin een tweede vaststelling bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, wordt opgemaakt, waarbij het bestaan van een in stand gehouden afgedankte bedrijfsruimte wordt vastgesteld, of de latere jaren waarin de ruimte in stand wordt gehouden, in de zin van artikel 2. ».

Het derde lid wordt vervangen als volgt :

“De belasting kan ingekohierd worden tot op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar. ».

Art. 34. In artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet, wordt het getal twaalf vervangen door het getal negen.

Er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt:

“Deze tweede vaststelling wordt bekendgemaakt overeenkomstig § 1, tweede lid”.

Het eerste lid van § 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Vanaf de verjaardagdatum van de tweede vaststelling, wordt de ruimte geacht in stand gehouden te zijn in de zin van artikel 2. De verschuldigde kan de ambtenaren bedoeld in § 1, eerste lid, echter verzoeken een controle uit te voeren. ».

Art. 35. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de eerste drie paragrafen vervangen door wat volgt:

«§ 1. De opeisbaarheid van de belasting alsmede de looptijd van de verjaring van de invordering ervan worden opgeschort voor de gebieden bedoeld in § 2 en § 3.

§ 2. De gebieden onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk IV van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, zolang de houder van de verplichtingen, die hem overeenkomstig dit decreet zijn opgelegd, zijn verplichtingen nakomt.

De opschorting begint te lopen vanaf het jaar waarin deze verplichtingen ontstaan.

Ze heeft betrekking op de belastingen betreffende de jaren waarin deze verplichtingen lopen.

De belastingen worden ontheven wanneer het bestuur een bodemcontrolecertificaat afgeeft overeenkomstig artikel 67 van dit decreet.

§ 3. De gebieden waarvoor een heraanleg nodig is, die het voorwerp uitmaken van het besluit bedoeld in artikel 169, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

De opschorting begint te lopen vanaf het jaar van dit besluit.

Ze heeft betrekking op de belastingen die verschuldigd zijn op het moment van het besluit bedoeld in het eerste lid, voor de vanaf het jaar van de aanvraag invorderbare belastingen.

De belastingen worden ontheven wanneer de herinrichting van de locatie bij het besluit bedoeld in artikel 169, § 7, van hetzelfde Wetboek wordt vastgesteld”.

Er wordt een § 6 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 6. De opschorting bedoeld in § 2 en § 3 is vaststaand, zelfs als de naleving van de verplichtingen die uit de twee bedoelde wetgevingen voortvloeien, de afschaffing van de belastbare aard van het gebied in de zin van dit decreet niet tot gevolg heeft gehad.”.

Er wordt een § 7 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 7. De vaststelling, door de ambtenaar aangewezen door de Regering, van de niet-belastbare aard van een gebied in de zin van dit decreet, heeft tot gevolg de ontheffing van de opgeschorte belastingen.”.

Art. 36. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 9bis, luidend als volgt:

“Art. 9bis. De gemeenten kunnen opcentiemen heffen op de gewestelijke belasting.

Enkel de gemeenten die jaarlijks aan de telling deelnemen alsook aan de bijwerking van de lijst van de ruimten die kunnen betrokken zijn bij deze belasting, kunnen opcentiemen heffen.”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de belastingen op masten, pylonen en antennen*

Art. 37. Er wordt in het Waalse Gewest een jaarlijkse belasting gevestigd op masten, pylonen of antennen bestemd voor de uitvoering, rechstreeks met het publiek, van een mobiele telecommunicatieverrichting door de operator van een openbaar telecommunicatienet.

Art. 38. De belasting is verschuldigd door de operator van de mast, de pyloon of de antenne op 1 januari van het aanslagjaar.

Als de operator niet eigenaar is van de mast, de pyloon of de antenne, wordt hij hoofdelijk gehouden tot de betaling van de belasting.

Art. 39. Het jaarlijks basisbedrag van de belasting wordt vastgesteld op 8000 euro per site. Dit bedrag wordt, vanaf het aanslagjaar 2015, geïndexeerd volgens de volgende formule:

Geïndexeerd bedrag = Basisbedrag * (indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het aanslagjaar/indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van 2014).

Onder site wordt verstaan het geheel, onlosmakelijk verbonden zonder substantiële werkzaamheden, gevormd door de mast, de pyloon of de antenne(n) en bijbehorende uitrustingen, die door één of verschillende operatoren zijn geïnstalleerd.

De operatoren die een site bedoeld bij deze belasting gezamenlijk gebruiken, worden hoofdelijk gehouden tot de betaling van de belasting.

Het bedrag van de belasting wordt geannuleerd in geval van een ingerichte site die effectief niet wordt gebruikt.

Art. 40. Elke belastingplichtige moet jaarlijks aangifte doen bij het belastingsorgaan opgericht door de Waalse Regering, van het aantal sites die per gemeente alleen of gezamenlijk worden ingericht of gebruikt.

Art. 41. De aangifte, de procedure tot aanslag, de aanslag- en opeisbaarheidstermijnen, de vordering en de beroepsmiddelen worden opgesteld overeenkomstig het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 42. De gemeenten mogen geen belasting heffen met eenzelfde voorwerp.

De gemeentelijke reglementen met betrekking tot een belasting met hetzelfde voorwerp worden opgeheven.

Art. 43. § 1. In afwijking van artikel 42, kunnen de gemeenten een aanvullende belasting vestigen van hoogstens honderd opcentiemen op de belasting gevestigd in artikel 37 op de masten, pylonen of antennes bedoeld in artikel 37 die voornamelijk op hun grondgebied worden opgesteld.

§ 2. De aanvullende belasting kan niet het voorwerp uitmaken van een vermindering, vrijstelling of uitzondering.

Art. 44. § 1. Een procent van de opbrengst van de aanvullende belasting wordt afgehouden voor administratieve kosten vóór de toewijzing van het saldo aan de gemeenten.

§ 2. De Regering bepaalt de bijzondere modaliteiten voor de toewijzing van de opbrengst van de aanvullende belasting aan de gemeenten.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 45. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014.

Artikel 16 zal van toepassing zijn op alle verkoopakten verleden vanaf die datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 december 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 4-V a (2013-2014) Nrs 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 11 december 2013.

Bespreking.

Stemming.

Ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014

(duizend EUR)

Ordonnancerend Minister	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Initiële ramingen	
			Aanvankelijke begroting 2014	
			Per artikel	Totaal
TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN				
Sector I - Fiscale ontvangsten				
Specifieke fiscale ontvangsten - Organisatieafdeling 15 Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu				
HE	36 01 20	Belastingen, retributies en voorheffingsbelastingen geïnd krachtens het programma-decreet 1997 (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor leefmilieubescherming, afdeling waterbescherming : basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15 en voor het Internationaal solidariteitsfonds voor Water: basisallocatie 01.04, programma 13, organisatieafdeling 15)	43.403	
HE	36 01 70	Belastingen en retributies geïnd krachtens het decreet van 25 juli 1991 betreffende de afvalstoffen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor afvalbeheer: basisallocatie 01.01, programma 13, organisatieafdeling 15)	20.913	
HE	36 02 70	Belastingen en heffingen geïnd krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu : basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	256	
HE	38 01 50	Bedragen geïnd krachtens het decreet van 5 juni 2008 betreffende de beteugeling van milieuovertredingen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	500	
<i>Totaal Organisatieafdeling 15</i>				65.072
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>				65.072
Specifieke fiscale ontvangsten - Organisatieafdeling 16 Ruimtelijke ordening, huisvesting, patrimonium en energie				
HE	36 01 90	Belastingen op de afgedankte bedrijfsruimten (ontvangsten toegewezen aan het Saneringsfonds voor de te renoveren bedrijfsruimten en de sites voor de prioritaire landschappelijke sanering: basisallocatie 01.01, programma 16, programma 03)	100	
NO	36 02 90	(Nieuw) Belasting op windmolen masten	2.320	
<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i>				2.420
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>				100
Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17 Plaatselijke besturen, Sociale actie en Gezondheid				
FU	36 01 90	(Nieuw) Belasting op masten, pylonen of antennen bestemd voor de uitvoering, rechtstreeks met het publiek, van een mobiele telecommunicatieverrichting door de operator van een openbaar telecommunicatienet	24.000	
<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i>				24.000
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>				0
Algemene fiscale ontvangsten - Organisatieafdeling 19 Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie				
AN	36 01 40	Registratierechten voor overdracht van onroerende goederen onder bezwarende titel	917.379	
AN	36 02 40	Registratierechten voor de vestiging van een hypotheek op een onroerend goed gelegen in België	83.925	
AN	36 03 40	Registratierechten op de gedeeltelijke of gehele verdelingen van onroerende goederen gelegen in België, de afstanden onder bezwarende titel tussen medeëigenaren, van onverdeelde gedeelten van zulke goederen	19.920	
AN	36 01 60	Verkeersbelasting op de autovoertuigen	488.575	
AN	36 02 60	Verkeersbelasting op autovoertuigen	174.124	
AN	36 03 70	Belasting op het verschil van de CO2-emissies van de autovoertuigen die in gebruik worden genomen door een natuurlijke persoon (Malus)	0	
AN	36 01 80	Belastingen op verlaten woningen	25	
AN	36 02 90	Belasting op spelen en weddenschappen	19.221	
AN	36 03 90	Belasting op automatische ontspanningstoestellen	26.019	
AN	36 04 90	Belasting op de opening van slijterijen	0	
AN	36 05 90	Kijk- en luistergeld	115.000	
AN	36 06 90	Eurovignet	0	
AN	36 07 90	Belastingen op automaten	20.191	
AN	37 01 00	Onroerende voorheffing	32.659	
AN	37 02 00	Renten en boeten op gewestelijke belastingen (artikel 6 §5, van de bijzondere wet van 13 juli 2001)	16.737	
AN	56 01 50	Registratierechten op de schenkingen onder levenden van roerende of onroerende goederen	115.955	
<i>Totaal Organisatieafdeling 19</i>				2.029.730
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>				0
Totaal Sector I				2.121.222
Waaronder toegewezen ontvangsten				65.172

				Sector II - Niet-fiscale algemene ontvangsten		
				Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 10		
DE	16	01	12	Opbrengst van studies en verkoop van publicaties op het gebied van statistieken	0	
DE	16	02	12	Inschrijvingskosten voor door het Gewest ingerichte manifestaties	0	
DE	38	01	50	Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij (Ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij): basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling 10)	4.872	
DE	49	01	20	Inkomsten afkomstig uit de Franse Gemeenschap omwille van haar aandeel in de administratieve opvolging van het Transversaal strategisch plan 2 "Ontwikkeling van menselijk kapitaal, kennis en knowhow".	0	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 10</i>		4.872
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		4.872
				Algemene ontvangsten – Organisatieafdeling 11 - Personeel en Algemene zaken		
NO	11	01	11	Terugbetalingen in verband met gedane uitgaven voor wedden, toelagen en sociale lasten van de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst	1.500	
NO	11	02	11	Terugbetaling aan de SPW van de wedden en toelagen van de leden van het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gembloux	0	
NO	11	03	11	Terugbetaling aan de SPW van de wedden en toelagen van de gewestelijke Ontvangers	9.000	
NO	11	01	40	Bijdrage van het personeel van de SPW in de aankoop van maaltijdcheques	50	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 11</i>		10.550
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 12		
				Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie		
AN	06	01	00	Allerhande opbrengsten	4.900	
AN	06	02	00	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen	4.300	
AN	08	01	10	Terugbetaling van de bedragen m.b.t. de uitgaven van de diensten van het Gewest die controle uitoefenen op de aan de wetten van 10 juni 1937 en 16 maart 1954 onderworpen I.O.N. en op andere pararegionale instellingen	0	
AN	12	01	11	Storting van de niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen	3.827	
AN	16	03	12	Terugvordering van bedragen in verband met uitgaven voor materieel en diensten gedaan voor de werking van de besturen, met inbegrip van de verkoop van niet meer gebruikte goederen	40	
AN	16	04	12	Opbrengst van de verkoop van niet-duurzame goederen en diensten	700	
AN	16	05	12	Lopende ontvangsten voortkomend uit het beheer van het gewestelijk vermogen	0	
AN	16	06	12	Opbrengsten van de verhuring van niet-specifieke goederen	600	
AN	26	01	10	Beleggingsinteressen	0	
AN	27	01	30	Opbrengst van de verrichtingen op de overschotten van uitgaven van leningen	0	
AN	38	01	00	Terugvordering van schuldvorderingen waarover geschil bestaat	700	
AN	38	01	10	Voorheffing op borgsommen en opbrengsten van borgsommen na faillissementen	50	
AN	38	02	10	Opbrengst van de afhoudingen en van de boetes voor te late oplevering van aannemingen	100	
AN	46	01	40	Bijdrage van het Egalisatiefonds voor begrotingen van het Waalse Gewest	0	
AN	49	02	20	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen	342.466	
AN	49	03	20	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen	0	
AN	49	04	20	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen.- Definitieve berekening vorig begrotingsjaar	561	
AN	49	05	20	Uitzonderlijke dotatie van de Franse Gemeenschap	0	
AN	49	01	41	Door de Regie der Gebouwen aan het Gewest verschuldigde achterstallige ontvangsten	0	
AN	49	02	41	Dotatie Federal groep spelen en weddenschappen	3.296	
AN	49	04	41	((Nieuw) Federale dotatie TC/TMC	6.085	
AN	49	01	42	Toegekend aandeel van de personenbelasting	3.765.694	
AN	49	02	42	Toegekend aandeel van de personenbelasting - Definitieve berekening vorig belastingjaar	0	
AN	49	01	43	Belastingontheffingen	10	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 12</i>		4.133.329
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				Algemene ontvangsten – Organisatieafdeling 16		
				Ruimtelijke ordening, huisvesting, patrimonium en energie		
AN	28	01	30	Opbrengst van de heffing in verband met de organisatie van de elektriciteits- en aardgasmarktmarkt	0	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 17		
				Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid		
AN	49	03	41	Terugbetaling van de bijdrage van de federale Regering in het kader van de startbaanovereenkomsten	6.862	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 17</i>		6.862
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				Totaal Sector II		4.155.613
				Waaronder toegewezen ontvangsten		4.872
				Sector III - Specifieke ontvangsten		
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 12		
				Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie		
AN	21	01	10	Terugbetaling van het overschot van aanbetalingen van de schuldrente	0	
AN	26	01	10	Renteverschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986 en 1987	611	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 12</i>		611
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0

				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 13		
				Wegen en gebouwen		
NO	11	01	11	Terugbetalingen verbonden aan de overname van lonen, toelagen en sociale lasten van het personeel tewerkgesteld door de studiebureaus die betaald worden door het "Fonds des Etudes techniques" (Technische studiefonds),	0	
CD	16	01	11	Ontvangsten die voortvloeien uit de externe prestaties van de studiebureaus van de Waalse Overheidsdienst (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor technische studies: basisallocatie 01.03, programma 03, organisatieafdeling 13)	700	
CD	16	01	12	Opbrengst van de huur van goederen	220	
MA	28	01	10	Inkomsten verbonden aan de exploitatie van de telecommunicatienetwerken	63	
CD	28	02	10	Retributies verbonden aan de exploitatie van langs het wegennet gelegen aanpalende etablissementen	0	
AN	36	01	90	Begrotingsfonds voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit: basisallocatie 01.01, programma 11, organisatieafdeling 13)	800	
CD	36	02	90	Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het openbaar domein van het weg- en autowegnet van het Gewest - Opbrengst van de retributies en eigendomsmachtigingen toegekend op de wegen en autosnelwegen (ontvangsten bestemd voor het Verkeers- en averijfonds : basisallocatie 01.01, programma 02, organisatieafdeling 13)	67.469	
CD	39	01	10	EEG-programma Infrastructuur Vervoer - Wegen	0	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 13</i>		69.252
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		68.969
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 14		
				Mobiliteit en Waterwegen		
AN	06	01	00	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de vliegvelden	0	
CD	16	02	11	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de gewestelijke stuwdammen	100	
HE	16	02	12	Huuropbrengst van de door het Bestuur Vervoer beheerde goederen	77	
HE	16	03	12	Ontvangsten voortkomend uit de abonnementen voor leerlingenvervoer	0	
CD	16	04	12	Opbrengst van de huur van goederen	122	
CD	28	03	10	Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het openbaar domein van het Waterwegnet - Opbrengst van de retributies en eigendomsmachtigingen toegekend op de waterwegen - Scheepvaartrechten (ontvangsten bestemd voor het Verkeers- en averijfonds : basisallocatie 01.02, programma 11, organisatieafdeling 14)	2.000	
HE	38	01	30	Ontvangsten voortkomend uit de terugbetalingen ingevolge schade veroorzaakt aan de voertuigen voor leerlingenvervoer	5	
CD	39	02	10	EEG-programma Infrastructuur Vervoer - Waterwegen	0	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 14</i>		2.304
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		2.000
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 15		
				Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu		
HE	06	02	00	Opbrengsten van het beheer van broeikasgasemissierechten geïnd krachtens het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, gewijzigd bij het decreet van 22 juni 2006 (ontvangsten bestemd voor het "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds): basisallocatie 01.02, programma 13, organisatieafdeling 15)	0	
CD	16	03	11	Ontvangsten voortkomend uit de boscentrale	180	
CD	16	04	11	Ontvangsten voortkomend uit het station voor bosonderzoek	0	
CD	16	05	11	Voorheffing op de opbrengst van de kappingen in het onverdeelde bos van de voormalige "Gruerie d'Arlon (domaniale wet van 26 juli 1952, art.7) (ontvangsten bestemd voor het beheersfonds voor de bossen van de voormalige Gruerie d'Arlon : basisallocatie 01.02, programma 11, organisatieafdeling 15)	184	
CD	16	06	11	Voorheffing op de opbrengst van de kappingen in het onverdeelde bos van Herbeumont (domaniale wet van 1 juli 1983, art.1, 16) (ontvangsten bestemd voor het beheersfonds voor het bos van Herbeumont: basisallocatie 01.03, programma 11, organisatieafdeling 15)	98	
CD	16	07	11	Opbrengst van de verkoop van kappingen en sprokkelhout	9.740	
CD	16	08	11	Gewestelijk aandeel in opbrengst van verkoop van kappingen in de onverdeelde bossen	1.020	
CD	16	05	12	Verkoop van wildbraad en bijdragen van de genodigden op de Koninklijke Jachten	60	
CD	16	01	20	Prestaties van regie en bewaking van bossen	6	
CD	26	02	10	Kredietrente uitbetaald door de schuldenaars van de ruilverkavelingscomités die in aanmerking komen voor een terugbetaling in termijnen van hun rekeningssaldo	31	
CD	28	01	30	Ontvangsten die voortvloeien uit de eigendom van de onroerende goederen verworven in het kader van het grondbeleid	120	
CD	28	02	30	Opbrengst van de huur van het jachtrecht	1.650	
CD	31	01	32	Terugbetaling van subsidies en voorschotten in het kader van programma's of projecten voor technisch en wetenschappelijk onderzoek	0	
CD	31	02	32	Ontvangsten geïnd krachtend het beschikend gedeelte van de begroting (ontvangsten bestemd voor het begrotingsfonds G.B.C.S. : : basisallocatie 01.04, programma 04, organisatieafdeling 15)	319	
CD	31	03	32	Forfaitaire vergoedingen verbonden met het Landbouwkundige boekhoudkundige informatienetwerk	71	
CD	31	04	32	Terugbetaling van exploitatietoelagen die ten onrechte uitbetaald werden aan gerechtigden door de gewestelijke uitbetalende	591	
CD	36	03	90	Heffingen en beloningen geïnd overeenkomstig het programmadecreet van 18 december 2003 (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten : basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling	617	
CD	37	01	70	Gewestelijk aandeel in de opbrengst van de vis-, jacht- en vogeljachtvergunningen en de desbetreffende examens	3.755	
HE	37	02	70	Dossiersrechten geïnd krachtens artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan (ontvangsten bestemd voor het Milieubeschermingsfonds : basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	200	
HE	38	01	10	Opbrengsten van bijdragen uit de verdelers, de erkende saneringsinstellingen en de "S.P.G.E." op vrijwillige basis en uit verschillende giften en legaten aan het "Fonds de solidarité internationale pour l'eau" (Internationaal solidariteitsfonds voor water) (ontvangsten bestemd voor het Internationaal solidariteitsfonds voor water: basisallocatie 01.04, programma 13, organisatieafdeling 15)	1	
HE	38	01	50	Ontvangsten geïnd bij wijze van tegemoetkoming van de instelling belast met de terugnameplicht van de afvalstoffen overeenkomstig artikel 13, §1, 12°, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor afvalbeheer: basisallocatie 01.01, programma 13, organisatieafdeling 15)	1.915	
CD	39	03	10	Tegemoetkoming van de EEG in het kader van de steunregeling voor landbouwers	29	
HE	49	01	10	Terugbetaling van de voorschotten toegekend in het kader van Europese projecten en betreffende het door de EEG medegefinancierde gedeelte (ontvangsten bestemd voor het Milieubeschermingsfonds: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	1.668	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 15</i>		22.255
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		5.002

				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 16		
				Ruimtelijke ordening, Huisvesting, patrimonium en Energie		
NO	26	03	10	Renten op terugvorderbare voorschotten en aandeel in exploitatiewinsten van bedrijven inzake algemeen energiebeleid	0	
NO	26	04	10	Rente op terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting	475	
HE	28	04	10	Retributies inzake wegenbouwvergunningen	0	
NO	28	01	20	Uitgekeerde dividenden voortkomend uit het aandeel van het Gewest in het kapitaal van de erkende huisvestingsmaatschappijen	0	
NO	34	01	41	Winsttaandeel gestort aan het Gewest door de instelling die de verzekering tegen het risico van inkomensverlies dekt	124	
NO	36	04	90	Ontvangsten die voortvloeiën uit de administratieve boetes bedoeld in artikel 13ter van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen alsook uit de straffen bedoeld in artikel 190, §3 van hetzelfde Wetboek (ontvangsten bestemd voor het gewestelijk herhuisvestingsfonds): basisallocatie 01.01, programma 12, organisatieafdeling 16	50	
NO	36	05	90	Ontvangsten die voortvloeiën uit de administratieve boetes geïnd krachtens de artikelen 200bis en 200ter van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen	100	
NO	38	02	10	Opbrengst van verschillende boeten en retributies verbonden met de organisatie van de elektriciteits- en gasmarkt die aan het Fonds toegekend zijn krachtens wettelijke, reglementaire of bij overeenkomst aangegeven bepalingen met het oog op de financiering van de verplichtingen van openbare dienst in de elektriciteits- en gasmarkt (ontvangsten toegewezen aan het Energiefonds: basisallocatie 01.01, programma 31, organisatieafdeling 16)	13.500	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i>		14.249
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		13.550
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17		
				Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid		
TI	11	02	11	Terugbetalingen in verband met de overname van de bezoldigingen van het personeel van psychiatrische ziekenhuizen	0	
TI	39	04	10	Terugbetaling van de Europese medefinanciering	0	
FU	48	01	00	Bijdragen van de Provincies, Gemeenten en OCMW's voor de steun aan de slachtoffers van Zuid- en Zuidoost-Azië	0	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 17</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 18		
				Ondernemingen, werk en onderzoek		
MA	16	09	11	Consultatiecontracten	12	
MA	16	10	11	Verhuring van industriële gebouwen overeenkomstig artikel 42 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie	454	
MA	26	05	10	Renten voortvloeiend uit de toekenning van terugvorderbare voorschotten en obligatieleningen aan bedrijven in het kader van de ontwikkeling en herstructurering ervan	0	
MA	26	06	10	Rente op terugvorderbare voorschotten : Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	39	
MA	27	01	10	Aandeel in de exploitatiewinsten van openbare of privé bedrijven	3.500	
MA	31	05	32	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: uitbreiding, herstructurering en ontwikkeling van ondernemingen, industrie- en tewerkstellingszones	0	
MA	31	06	32	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	200	
MA	31	07	32	Terugvordering van tewerkstellingspremies op grond van de wet van 4 augustus 1978 en het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering	5	
MA	38	01	20	Bijdragen verbonden met de toekenning van gewestelijke waarborgen	0	
AN	49	01	41	Bijkomende financieringsmiddelen van het programma voor wedertewerking van werklozen (artikel 35 van de financieringswet, koninklijk besluit van 19 januari 2000 en wet van 13 juli 2001 (Heilige Polycarpus)	182.235	
MA	49	02	41	Bijkomende middelen toegekend door de federale overheid in het kader van de financiering van de sector sociale economie	5.231	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 18</i>		191.676
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				<i>Totaal Sector III</i>		300.347
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		89.521
				<i>Totaal TITEL 1</i>		6.577.182
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		159.565
TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN						
Sector I - Fiscale ontvangsten						
				Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 19		
AN	56	02	50	Successierechten en rechten bij overdracht door overlijden	737.907	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 19</i>		737.907
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				<i>Totaal Sector I</i>		737.907
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0

				Sector II - Algemene niet-fiscale ontvangsten		
				Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 10		
AN	06	01	00	Allerhande vermogensontvangsten	100	
AN	06	02	00	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen	140	
AN	73	01	10	Terugvordering van de kosten van de voor rekening van derden uitgevoerde werken en onteigeningen	0	
AN	74	01	22	Storting van de niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen van de Waalse Overheidsdienst	400	
AN	76	01	12	Opbrengst van de verkoop van niet gebruikte grondinname	4.000	
AN	76	01	32	Opbrengst van de verkoop van gebouwen	700	
NO	76	02	32	Opbrengst van de verkoop van gebouwen die voortvloeien uit het onroerend beheer van gebouwen en vestigingen	0	
NO	77	01	20	Opbrengst van de verkoop van andere vermogensgoederen	0	
AN	77	02	20	Opbrengst van de verkoop van niet langer gebruikte of buiten dienst gestelde duurzame roerende goederen	200	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 10</i>		5.540
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				Totaal Sector II		5.540
				Waaronder toegewezen ontvangsten		0
				Sector III - Specifieke ontvangsten		
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 12		
				Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie		
NO	06	01	00	Ontvangsten die voortvloeien uit het energiebeheer van onroerende goederen van de Waalse Overheidsdienst (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor het energiebeheer van onroerende goederen: basisallocatie 01.01, programma 31, organisatieafdeling 12)	20	
AN	96	01	10	Renteverschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986-1987	2.456	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 12</i>		2.476
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		20
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 14		
				Mobiliteit en Waterwegen		
HE	16	01	11	Uitzonderlijke ontvangsten inzake leerlingenvoer	58	
HE	57	01	20	Terugbetaling door de SRWT van meerwaarden en van de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen	0	
AN	69	01	41	Tussenkomst van de Staat in de voor luchthavens en vliegvelden verwezenlijkte investeringen	0	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 14</i>		58
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 15		
				Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu		
CD	76	01	32	(Gewijzigd) Opbrengsten die voortvloeien uit de verkoop en de toewijzing van onroerende goederen (ontvangsten bestemd voor het begrotingsfonds voor het grondbeleid: basisallocatie 01.02, programma 12, organisatieafdeling 15)	495	
CD	86	01	70	Opbrengsten die voortvloeien uit de invordering van de bedragen verschuldigd door de eigenaars, vruchtgebruikers en exploitanten aan het einde van de ruilverkavelingsverrichtingen	633	
CD	86	02	70	Opbrengsten voortkomend uit de terugvordering van de voorschotten toegekend voor technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling	800	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 15</i>		1.928
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		495
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 16		
				Ruimtelijke ordening, huisvesting, patrimonium en energie		
NO	51	01	12	Terugbetaling van aan openbare en privé instellingen toegekende toelagen inzake huisvesting	0	
NO	53	01	10	Terugbetaling van aan particulieren verleende huisvestingstelemoetkomingen	1.000	
HE	76	01	12	Opbrengst van de doorverkoop van afgedankte industrieterreinen (ontvangsten bestemd voor het fonds voor de sanering van de Waalse industriegebieden : basisallocatie 51.05, programma 03, organisatieafdeling 16)	100	
NO	76	02	32	Opbrengst van de verkoop van door de voormalige SDRW gebouwde woningen	0	
NO	86	01	10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting	3.000	
HE	87	01	20	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten verleend voor het slopen van gebouwen opgetrokken met overtreding van de bepalingen van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw	2	
NO	87	02	20	Terugbetaling van voorschotten in het kader van het stelsel inzake Ecopack (ontvangsten bestemd voor het Fonds betreffende het stelsel inzake Ecopack): basisallocatie 01.01, programma 41, organisatieafdeling 16	4.000	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i>		8.102
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		4.100
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17		
				Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid		
TI	86	02	10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten toegekend aan psychiatrische ziekenhuizen	0	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 17</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0

				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 18		
				Ondernemingen, werk en onderzoek		
MA	51	02	12	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: uitbreiding, herstructurering en ontwikkeling van ondernemingen, industrie- en tewerkstellingszones	1.200	
MA	51	03	12	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	2.500	
MA	86	03	10	Opbrengst van overdracht van aandelen en terugbetaling van kredieten toegekend in het kader van de ontwikkeling en herstructurering van ondernemingen	0	
MA	86	04	10	Terugbetaling van kredieten en van terugvorderbare voorschotten : Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	0	
MA	86	05	10	Fonds voor industriële vernieuwing (ontvangsten bestemd voor het FRI : basisallocatie 51.07, programma 02, organisatieafdeling 18)	0	
MA	86	06	10	Opbrengst i.v.m. de uitvoering van een luchtvaartprogramma	0	
NO-MA	86	03	70	Ontvangsten geïnd overeenkomstig het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië (ontvangsten bestemd voor het Onderzoeksfonds : basisallocatie 01.01, programma 34, organisatieafdeling 18)	17.000	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 18</i>		20.700
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		17.000
				<i>Totaal Sector III</i>		33.264
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		21.615
				<i>Totaal Titel II</i>		776.711
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		21.615
TITEL III - OPBRENGSTEN VAN LENINGEN						
Sector II - Algemene niet-fiscale ontvangsten						
				Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 12		
				Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie		
AN	96	01	10	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in euro	0	
AN	96	01	20	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in vreemde munt	0	
				<i>Totaal Organisatieafdeling 12</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				<i>Totaal Sector II</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				<i>Totaal Titel III</i>		0
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
				ALGEMEEN TOTAAL		7.353.893
				<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		181.180
<i>Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van decreet</i>						